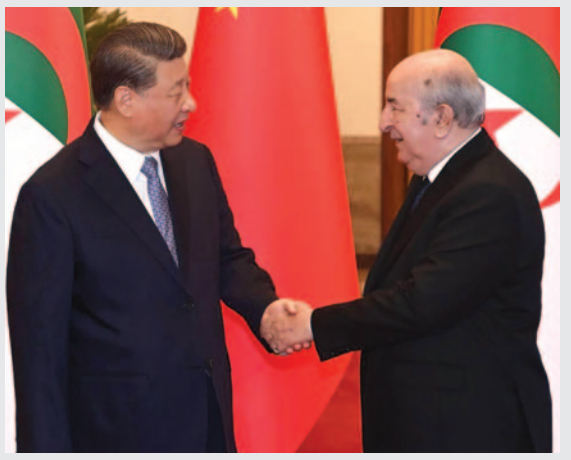


L'Initiative de la Ceinture et la Route

LE VIRAGE POUR UN MONDE DE PARTAGE

Page 24

LE JEUNE
INDÉPENDANT
N° 7900 - DIMANCHE 26 MAI 2024
www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

Retards de réalisation

LE MINISTRE DE L'HABITAT HAUSSE LE TON

Page 2

APRÈS L'APPUI DES GROSSES CYLINDRÉES

LA PRÉSIDENTIELLE SE DESSINE



A quelques jours de la convocation du corps électoral et du début du processus qui va mener les Algériens aux urnes de la présidentielle anticipée du 7 septembre prochain, le décor est déjà planté. Les acteurs de ces joutes commencent à faire la décantation et le vide sur la scène politique.

Page 3

SOCIÉTÉS DE CAPITAL-INVESTISSEMENT

Nécessité d'exploiter pleinement le potentiel

Page 4

BACCALAURÉAT 2024

Nouvelle mesure pour contrer la triche

Page 5

SOFIANE AÏSSAOUI AU *JEUNE INDÉPENDANT* :

«MON PROJET EST DE FORMER DES CHAMPIONS»

Page 10

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION FONDÉ LE 28 MARS 1990 – ISSN 1111-0115. PRIX : ALGÉRIE 30 DA, FRANCE 1 EURO

PRISE EN CHARGE DES PERSONNES À BESOINS SPÉCIFIQUES

Nécessité d'intensifier la formation continue

LES PARTICIPANTS à la 3e édition du Séminaire régional «Handicap mental, changer de regard», organisé, hier, à la Faculté des sciences humaines et sociales de l'Université Abdelhamid-Mehri (Constantine 2), ont souligné la nécessité d'intensifier les programmes de formation continue pour le personnel chargé de la prise en charge des enfants et adolescents déficients mentaux. La multiplication de formations vise à assurer un meilleur suivi et accompagnement de cette catégorie de la société dans différents domaines psychologique, pédagogique et professionnel, a déclaré un expert formateur dans des institutions spécialisées dans ce secteur de Genève (Suisse) Ali Agraniou qui s'exprimait lors de cette rencontre scientifique initiée par le laboratoire pharmaceutique national Magpharm en coordination avec l'association nationale d'aides aux malades à Constantine. L'organisation des formations et des activités professionnelles adaptées à la situation d'handicap de la personne est devenue obligatoire dans le but de garantir notamment la scolarisation des élèves souffrant d'un handicap mental, a affirmé le même intervenant, lors de ce Séminaire qui a vu la présence de 350 participants et huit associations versées dans ce domaine issues des wilayas de Constantine, de Sétif et d'Annaba. Par ailleurs, des ateliers de formation destinés à des éducateurs spécialisés, des psychologues et des orthophonistes relevant des associations et des centres psychopédagogiques pour enfants déficients mentaux sont prévus cette semaine dans les wilayas de Constantine , de Sétif et d'Annaba, selon les organisateurs.

PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE RELATIVE AUX RESSOURCES GÉNÉTIQUES

L'Algérie signe le Traité à Genève

L'ALGÉRIE a signé à Genève le communiqué final de la Conférence diplomatique et le Traité sur la propriété intellectuelle relative aux ressources génétiques et aux savoirs traditionnels associés. La signature s'est déroulée lors d'une cérémonie organisée vendredi à Genève par l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI). Dans une allocution de clôture, le chef de la délégation algérienne, l'ambassadeur et représentant permanent auprès de l'Office des Nations unies à Genève, M. Rachid Bladehane, a fait savoir que l'adoption de ce Traité contraignant constituait une avancée palpable dans le renforcement du cadre juridique international pour la protection des ressources génétiques et des savoirs traditionnels associés, mais contribuait, aussi, à la promotion du système des brevets en garantissant sa transparence et son équilibre, au service des objectifs de développement durable. Il y a lieu de rappeler que la délégation algérienne a joué un rôle important dans le processus de négociations qui a duré plus de 24 ans, en coordonnant le groupe africain et en accueillant en juin 2023 à Alger la réunion régionale des pays africains, ayant permis une prise de position africaine unifiée sur les clauses de ce traité international important.

S. N.

RETARD DANS LA LIVRAISON DES LOGEMENTS LPL

BELARIBI HAUSSE LE TON

Plus aucun retard dans la livraison des logements publics ne sera toléré afin que les citoyens aient droit à un habitat décent dans les délais impartis. C'est ce qu'a affirmé, hier, Mohamed Tarek Belaribi, ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville.



Dans l'objectif de s'assurer de l'avancement de deux projets de logements publics locatifs (LPL) géré par l'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI), le ministre a effectué, hier, une visite d'inspection dans la wilaya d'Alger.

La première étape de la visite a été pour le projet de 1 780 logements LPL à Souidania. Lors de sa visite du site, le ministre a constaté avec consternation «un énorme retard injustifié» dans la réalisation des travaux. Face à cette situation, il a haussé le ton et exigé des explications des responsables du projet, d'autant plus que «ce projet revêt une grande importance pour les habitants de la capitale» a-t-il souligné.

Le responsable de l'OPGI d'Hussein Dey a expliqué que ce projet est scindé en deux parties, la première partie est composée de 728 logements, dont les travaux sont à 95 % pour les logements et à plus de 60 % pour les aménagements extérieurs. La seconde partie est constituée de 1 052 logements, avec un taux d'avancement de 70 % pour les logements et 35 % pour les aménagements.

M. Belaribi a donné des instructions fermes pour rattraper le temps perdu au DG de l'OPGI d'Hussein Dey pour achever le premier volet comprenant 728 logements avant le 5 juillet prochain. Il a également insisté sur le respect des normes de qualité et de sécurité dans la construction des logements. «Je ne tolérerai aucun compromis sur ces points essentiels», a-t-il martelé.

La seconde étape de cette visite d'inspection dans la capitale a mené le ministre sur le site du projet de 1 228 logements à Djenane Sfari. Ce projet est constitué de cinq parties dont trois parties achevées, regroupant 680 logements. Selon l'exposé présenté par le responsable de l'OPGI de Dar El-Beida, les deux autres parties en cours de réalisation englobent 548 logements.

Là aussi, M. Belaribi a constaté un retard dans la réalisation de ces deux dernières parties et un manque d'efficacité dans leur gestion. Le ministre a fustigé le manque d'efficacité observé et tancé sévèrement le responsable de l'OPGI de Dar El-Beida, déclarant que «ce retard est inacceptable et ne peut, en aucun cas, être justifié». Face à ce constat, M. Belaribi a exigé une mobilisation générale et immédiate de tous les acteurs impliqués dans le projet pour rattraper le retard. «Ces deux parties doivent être achevées avant la fin du mois de juin prochain», a-t-il déclaré sur un ton ferme et sans équivoque.

Le ministre a également averti les responsables qu'il effectuerait plusieurs visites d'inspection dans les semaines à venir pour s'assurer du respect des délais et de la qualité des travaux.

Il convient de noter que depuis le début de l'année, le ministre a effectué plusieurs visites d'inspection surprises, parfois nocturnes, pour s'assurer de l'avancement des travaux des différentes formules de projets de logements en cours de construction.

A chaque sortie sur le terrain, il avait insisté sur la nécessité d'achever tous les projets en cours dans des délais très brefs afin de procéder à la distribution des logements dans l'ensemble des wilayas.

Pour les différents chantiers ayant enregistré des retards, M. Belaribi avait exigé la mise en place d'un plan de travail précis afin de lever les blocages et accélérer leur finalisation. En outre, le ministre avait également donné des directives strictes à ses troupes pour intensifier le suivi des différents projets en cours de réalisation, et ce afin de clore définitivement le programme de l'AADL 2, affirmant qu'aucune tolérance ne sera accordée pour tout retard enregistré ou manquement dans la qualité des normes de construction.

Sihem Bounabi

MEDIATION ENTRE LES PAYS AFRICAINS EN CONFLIT

Le rôle indéniable de l'Algérie mis en avant

LE RÉSEAU associatif pour le dialogue et le bon voisinage algéro-africain, a organisé, hier, un colloque pour célébrer la journée mondiale de l'Afrique, qui coïncide avec le 25 mai de chaque année, ainsi qu'avec le 61e anniversaire de la création de l'Union africaine.

Intervenant à cette occasion, le président de l'Observatoire national de la société civile, Noureddine Benbraham, a mis en avant le rôle indéniable que joue l'Algérie dans le règlement des conflits entre les pays africains.

Il a souligné, dans ce même contexte, que l'Union africaine, cette organisation continentale, a permis, dans le passé, de faire face au colonialisme et néo-colonialisme. «Elle est aujourd'hui un rempart aux enjeux et menaces auxquels est confrontée l'Afrique, à savoir, les crimes, terrorisme, blanchiment d'argent, trafic d'arme, traite de personnes… Toutes ces menaces nous interpellent. Nous devons préserver nos sociétés locales par le dialogue, la culture, les échanges, la démocratie et la citoyenneté active», a-t-il soutenu.

En présence de 470 participants, dont des étudiants africains résidants en Algérie, M. Benbrahem a tenu à relever que l'Algérie joue un «grand rôle dans la médiation et le rapprochement» des pays en conflits et dans la défense du principe de la non-ingérence dans les affaires internes des Etats. Pour lui, il n'est point possible d'avancer sur les dossiers politiques et sécuritaires, sans prendre en compte le paramètre du développement économique. Il a évoqué, à ce titre, les projets réalisés conjointement par l'Algérie et ses voisins de l'Afrique subsaharienne, dont la route transaharienne et le déploiement du réseau de la fibre optique.

Dans son communiqué, l'observatoire national de la société civile a tenu à rappeler, que l'Algérie a toujours été fière de son appartenance africaine et a toujours placé les intérêts du continent africain, de ses pays et de l'Union africaine parmi ses priorités les plus importantes, car elle s'est engagée et a contribué à l'incarnation du toutes les initiatives visant à promouvoir l'intégration continentale, similaires à celles adoptées par les instances de la société civile.

«Cette activité importante vise à mettre en lumière la lutte que l'Algérie a menée et continue de mener pour encourager les facteurs d'intégration économique et de développement intégré afin de parvenir à une prospérité commune, atteindre les objectifs de développement durable et renforcer les fondements de la paix et de la sécurité en Afrique», lit-ton dans le communiqué.

Lynda Louifi

APRÈS L'APPUI DES GROSSES CYLINDRÉES

La présidentielle se dessine

A quelques jours de la convocation du corps électoral et du début du processus qui va mener les Algériens aux urnes de la présidentielle anticipée du 7 septembre prochain, le décor est déjà planté. Même les acteurs de ces joutes commencent à faire la décantation et le vide sur la scène politique.



Après Zoubida Assoul de l'Union pour le changement et le progrès, Louiza Hanoune du Parti des travailleurs, Belkacem Sahli, candidat d'une coalition de sept petits partis, Abdelaali Hassani Cherif du Mouvement de la société pour la paix et, selon toute vraisemblance, Youcef Aouchiche du Front des forces socialistes, il ne reste plus qu'un seul nom pour compléter la liste probable des candidats.
Il s'agit certainement de Abdelmadjid Tebboune, président de la République, en fin de mandat et qui n'a pas encore dévoilé ses intentions. Pourtant, tous les indices sont révélateurs car la création d'une alliance formée parmi les plus grands partis du pays est déjà un signe qui ne trompe pas. Le parti du Front de libération nationale, le Rassemblement national démocratique, le Front El Moustakbel et le Mouvement El Bina ont rapidement tranché sur un point fondamental : celui de choisir un candidat unique et consensuel. Leur choix est tout désigné : c'est Abdelmadjid Tebboune.
M. Bengrina a été le premier à annoncer la couleur en appelant le Président sortant à briguer un second mandat. Dans un discours prononcé à l'occasion de la tenue d'un majliss echoura extraordinaire de ce parti islamiste modéré, M. Bengrina a désigné ouvertement Abdelmadjid Tebboune comme le candidat sur lequel sa formation va parier à l'occasion de la présidentielle anticipée.
«Après un examen approfondi des conclusions des consultations engagées par le parti avec les militants, l'élite, les acteurs politiques, sociaux et de la société civile, et compte tenu du poids des responsabilités dont il est capable, le mouvement a décidé de candidater Abdelmadjid Tebboune», a annoncé Abdelkader Bengrina. «Il sera le cheval sur lequel on va parier avec tous ceux qui partagent la même approche», a-t-il précisé.
Il sera suivi le lendemain par le RND et certainement plus tard par le FLN et El-Moustakbel, ainsi que par d'autres formations de moindre envergure, comme El-Karama.
Le timing d'une telle annonce n'est d'ailleurs pas fortuit puisqu'il survient deux jours après une rencontre inédite qui a regroupé 27 partis politiques avec le Chef de l'Etat. Anticipant déjà sur l'issue de cette présidentielle, cette coalition est déjà considérée comme la future alliance présidentielle, celle qui va former le gouvernement post-élection.
Car c'est elle qui va constituer la base populaire du soutien au candidat Tebboune qui, sans doute, ne devrait pas refuser une telle offre de soutien émanant des partis qui détiennent la majorité absolue dans toutes les institutions de l'Etat, aussi bien dans les deux Chambres parlementaires (APN et Conseil de la nation) que dans les Assemblées populaires communales et de wilaya.
Ces grosses cylindrées accaparent presque 80 % des sièges de ces Assemblées populaires.
De plus, le Coordination nationale de la société civile (CNSC), constituée par un dense réseau d'associations sur tout le territoire national, a également fait son choix, appelant Tebboune à se porter candidat pour un second mandat.
Lors d'une réunion de ses bureaux de la région Centre, le président de la CNSC, Abdelhafid Bessaleh, a affirmé, dans une déclaration au Jeune Indépendant, que la CNSC a toujours soutenu le président Tebboune depuis son élection en 2019, et aujourd'hui, a-t-il ajouté, il est logique, au vu des réalisations importantes accomplies par le chef d'Etat lors de son premier mandat, que la coordination lui apporte son soutien pour un second mandat.
«Le président Tebboune est le seul et unique choix pour la CNSC, il est le candidat du peuple et de la société civile. Grâce à son travail et son programme lors du premier mandat, l'Algérie a repris sa place dans l'échiquier politique mondial et au niveau national. M. Tebboune a tenu tous ses 54 engagements envers le peuple. Nous l'appelons à se présenter pour un deuxième mandat afin de poursuivre le processus de construction de l'Algérie nouvelle», a-t-il déclaré.
Le ralliement ou la convergence de toutes ces mouvances vers un choix unique est un argument politique et électoral de poids.
Une telle force politique sera une base électorale solide que le candidat Tebboune ne pourrait négliger car, avec tous ces soutiens c'est déjà la garantie d'une victoire électorale sans bavure et avec un taux qui frôlerait les 80 %.
Reste à attendre la réponse de la part du Président sortant et de son annonce officielle de candidature, qui ne saurait certainement pas tarder.

Hachemi B.

EN PREVISION DE LA PROCHAINE ECHEANCE ELECTORALE

Le Moudaf annonce une initiative à l'adresse de la diaspora

LE MOUVEMENT dynamique de la communauté algérienne établie en France (Moudaf) a annoncé une initiative visant à mener une large campagne de sensibilisation. Cette campagne vise à plaider en faveur d'une participation «efficace» et «consciente» de la communauté nationale établie à l'étranger à la prochaine échéance électorale, à savoir l'élection présidentielle du 7 septembre prochain. Cette action s'inscrit dans le cadre d'une démarche volontaire de sensibilisation quant à l'importance de la Mémoire de la nation, de sa transmission et de la participation citoyenne pour la prochaine élection présidentielle à laquelle la communauté nationale est appelée à participer le 7 septembre prochain, a indiqué l'Association dans un communiqué. A ce titre, le Moudaf a annoncé qu'une délégation composée de l'ensemble de ses représentants régionaux conduite par son président, Nasser Khabat, se rendra à Alger du 27 au 31 mai en cours, relevant que ce déplacement est placé sous le signe «Mémoire et citoyenneté». Acteur associatif citoyen à l'instar de ceux de l'intérieur, le Moudaf mettra, à son retour, à la disposition de la communauté nationale en France sa vision pour mener sur le terrain une large campagne de sensibilisation en faveur d'une participation «efficace» et «consciente» des membres de la Communauté aux élections présidentielles sous le slogan ''J'aime Bladi, j'irai voter»», a-t-on précisé. «Effectivement, en votant, chaque citoyenne et chaque citoyen renforce la confiance dans le système démocratique et contribue à la stabilité et à la représentativité de nos institutions», ajoute le communiqué du Moudaf.
A noter qu'à l'occasion de sa visite à Alger, la délégation du Moudaf a prévu des rencontres avec plusieurs acteurs de la société civile et d'organisations institutionnelles.

M. B.



GÉNOCIDE DE GAZA

Boughali appelle l'UIP à poursuivre l'entité sioniste

TOUS les mécanismes et les voies devraient être explorés par les pays arabes afin de traduire en justice l'entité sioniste pour ses crimes perpétrés contre le peuple palestinien, notamment dans la bande de Gaza. C'est ce qu'a déclaré, hier, Brahim Boughali, président de l'Assemblée populaire nationale (APN), et président en exercice de l'Union interparlementaire arabe (UIPA), Dans son allocution d'ouverture des travaux de la 34e session du Comité exécutif de l'UIPA au Centre internationale de conférences (CIC) à Alger, Boughali a mis l'accent sur les développements extrêmement graves survenant au niveau régional et international, ayant de profondes répercussions sur la région arabe. Il a ainsi mis en exergue «la situation en Palestine où le peuple palestinien subit un nettoyage ethnique et des crimes abjects perpétrés par l'occupant sioniste», rappelant qu'il s'agissait «d'un prolongement du projet colonial visant à liquider la cause palestinienne et à déstabiliser la région pour la basculer dans la violence et le chaos». Dans ce contexte géopolitique en pleine ébullition, «notre responsabilité, en tant que représentants des peuples arabes dans cet espace parlementaire arabe commun est ainsi grande et lourde», a souligné Boughali. Il a également affirmé que «notre devoir consiste à œuvrer, avec dévouement, à conforter la place de l'UIPA ainsi que son rôle en vue de répondre aux exigences de la conjoncture mais aussi aux ambitions des peuples arabes». Annonçant que la situation à Gaza et dans les territoires palestiniens occupés sera à l'ordre du jour de la 36e Conférence de l'UIPA, dont les travaux débutent, aujourd'hui, à Alger, Boughali a appelé à la nécessité de proposer des initiatives constructives et efficaces, à l'effet de renforcer l'action parlementaire arabe commune.
L'UIP est aussi appelée à «examiner tous les mécanismes, voies et moyens nous permettant de traduire en justice l'occupant sioniste pour ses crimes». M. Boughali a relevé qu' «il est grand temps pour notre Nation arabe de retrouver sa présence forte et active sur la scène internationale». Il a renforcé ces propos en déclarant : «Nous avons, tous, vu ce qui a été réalisé au niveau de l'Assemblée générale (AG) des Nations Unies (ONU), à travers sa résolution historique sur l'admission de la Palestine comme Etat membre de plein droit, grâce à l'unité des voix». Il convient de noter qu'à l'ordre du jour de cette réunion figurent également la mise en place de la commission du Prix de l'excellence parlementaire arabe, de la commission de l'équipe juridique issue du Comité exécutif de l'Union et de la commission restreinte issue du Comité exécutif de l'Union.

Sihem B.



FORUM MONDIAL DE L'EAU

La position de l'Algérie sur les questions de l'heure

TOMBÉE de rideau sur le Forum mondial de l'eau qu'a abrité la ville balnéaire Bali (Indonésie) durant cinq jours. La question de l'eau, vitale pour toute la planète, a été discutée par les responsables politiques ayant pris part à ce 10e Forum. L'Algérie qui a été représentée par son ministre de l'Hydraulique a exposé sa position par rapport au dossier de l'eau.

Le droit de l'accès à l'eau, le principe de souveraineté des Etats sur leurs eaux souterraines, la question climatique, ont été mis en avant par la partie algérienne qui a également exposé sa stratégie pour faire face au stress hydrique. Lors de ce rassemblement placé sous le thème «L'eau pour une prospérité partagée», l'Algérie qui a pris part à ce rendez-vous où ont été discutés les sujets liés à la gestion de l'eau et trouver des solutions durables aux nombreux défis, a réaffirmé sa position par rapport au dossier de l'eau, en premier lieu, assuré à tous ses citoyens l'accès à cette ressource.

Lors de ses interventions au Forum, le ministre de l'Hydraulique, Tahar Derbal, à la tête d'une importante délégation, a précisé qu'avec «l'avènement du réchauffement climatique, la question de l'eau est de plus en plus posée sur la scène internationale». Une situation à laquelle l'Algérie a su répondre en s'orientant notamment vers les ressources en eau non conventionnelles.

Il a cité le dessalement d'eau de mer, un domaine dans lequel l'Algérie connait une nouvelle dynamique, en déployant des moyens colossaux dans le but de faire face au stress hydrique.

Sur la question des eaux souterraines transfrontalières lors de sa rencontre avec Loïc Fauchan, le président du Conseil mondial de l'eau, organisateur du forum, M. Derbal a insisté sur l'attachement de l'Algérie au principe de souveraineté des Etats sur leurs eaux souterraines.

Il a dans ce sens rappelé les efforts fournis par l'Algérie dans le cadre de la signature de l'accord tripartite avec la Tunisie et la Libye pour la gestion des eaux souterraines partagées entre ces trois pays.

Au volet climatique, le ministre a mis l'accent, lors de ses interventions et les entretiens qu'il a eus avec ses homologues et les délégations participantes, sur la préservation de l'environnement et des écosystèmes dans tout projet lié à l'eau.

Il a soulevé le cas de la région de la Saoura, située dans le sud-ouest du pays, laquelle subit un assèchement dû principalement à une surexploitation de l'eau engendrée par les projets entrepris à la frontière par un pays voisin.

S. N.

FINANCEMENT PAR DES SOCIÉTÉS DE CAPITAL-INVESTISSEMENT

Nécessité d'exploiter pleinement le potentiel

Plus de 140 projets ont été financés, jusqu'à juin 2023, par les cinq sociétés de capital-investissement agréées par la commission d'organisation et de surveillance des opérations de Bourse (COSOB), et ce pour un montant global de 6,7 milliards de dinars. Un niveau qui reste en deçà du potentiel mais surtout des objectifs.



La nécessité de mettre en place des incitations d'attractivité pour les fonds d'investissement ainsi que l'importance de vulgariser davantage ce mode de financement alternatif auprès des entreprises, principalement les PME, sont préconisées par l'expert financier Souhil Meddah contacté par le Jeune Indépendant.

Ce mode de financement alternatif au financement bancaire, qui existe depuis des décennies, n'a pas pour autant attiré les porteurs de projets, lesquels optent souvent pour le financement «classique». 144 projets ont été financés, jusqu'à juin 2023, par les cinq sociétés de capital-investissement agréés par la COSOB, comme l'a indiqué le président de la commission, Youcef Bouzenada, lors d'une journée d'information, jeudi, sur la promotion du financement par le capital-investissement, où il a souligné la nécessité de vulgariser ce mode de financement, sachant qu'il offre plusieurs avantages aux entreprises financées, notamment celles qui n'ont pas accès au crédit bancaire.

Pour Souhil Meddah, ce niveau est «pratiquement négligeable», sachant que le potentiel est d'aller vers les 6 000 à 8 000 financements sur trois à cinq ans, avec des tailles intermédiaires.

Dans sa déclaration au Jeune Indépendant, l'expert financier, qui a souligné l'existence de ce mode de financement depuis les années 1990, a indiqué qu'»on aurait pu au moins avancer, surtout à partir de 2012, et faire appel aux fonds d'investissement, même pour relancer les sociétés en difficulté».

Qu'est-ce qui explique le recours timide à ce mode de financement ? M. Meddah a indiqué que cette situation par des problématiques des deux côtés. Selon lui, il faut d'abord qu'il y ait une volonté des entreprises d'accepter ce mode de financement, sachant que pour ce genre de financement, il y a des conditions de structure du capital à respecter. «Les fonds d'investissement vont obliger l'opérateur à capitaliser une partie de l'apport. Sur cette base, le fonds d'investissement sera en dessous du porteur de projet et ne sera pas majoritaire», a-t-il indiqué, affirmant que les PME qui font appel à ce mode de financement sont souvent heurtées à ce problème lié au capital. «Soit ils n'ont pas suffisamment de moyens pour apporter les capitaux demandés, soit ils essayent d'éviter la capitalisation totale de leur apport et passent par des comptes intermédiaires», a expliqué l'expert financier.

L'autre problématique concerne les fonds d'investissement. Ces derniers demandent parfois du temps pour répondre aux demandes alors que d'autres fois, ils n'acceptent pas d'adhérer dans des domaines réputés pour être saturés. «Cette problématique dissuade les investisseurs d'aller vers les fonds d'investissement. Cette question étant récurrente, les investisseurs ne sont pas trop preneurs», selon l'expert financier qui rappelle que les fonds d'investissement sont appelés à s'associer dans ces domaines, même s'ils sont réputés pour être saturés. Selon lui, il est nécessaire de mettre en place des incitations d'attractivité pour les fonds d'investissement et de vulgariser davantage ce mode de financement, du côté des PME notamment. C'est d'ailleurs ce qu'a recommandé, entre autres, le président de la COSOB lors de la journée d'information sur la promotion du financement par le capital-investissement, précisant qu'à travers cet outil, l'entreprise bénéficie d'un financement important, tout en évitant de s'acquitter d'intérêts.

«Il offre un accompagnement et une expertise de la part des sociétés de capital-investissement au profit de l'entreprise financée», a-t-il fait savoir, affirmant que ce moyen de financement alternatif offre plusieurs avantages aux entreprises financées.

Lilia Aït Akli

AMÉLIORATION DES PERFORMANCES DANS LE SECTEUR DE L'ÉNERGIE

Le savoir-faire des start-up sollicité

L'AMÉLIORATION des performances du secteur de l'énergie, compte tenu de sa place prépondérante dans l'économie nationale, est liée à la contribution des start-up et au développement de l'innovation. C'est ce qu'a affirmé, hier à Alger, le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab.

Lors de son allocution à l'occasion d'une journée d'étude sur l'innovation dans le secteur de l'énergie et des mines, M. Arkab a souligné la nécessité d'améliorer les performances du secteur énergétique. Cela ne peut être réalisé sans la contribution des start-up dans ce processus, a-t-il estimé.

Le ministre a également mis en avant les opportunités d'investissement offertes par le secteur énergétique, qui sont «très ambitieuses et concernent plusieurs domaines». Elles concernent plusieurs domaines et offrent de nombreuses possibilités, notamment la rénovation des réserves en hydrocarbures et en minerais de notre pays, le renforcement des capacités de production et la valorisation de ces matières premières, ainsi que l'exploitation optimale des ressources énergétiques.

A ce propos, le même responsable a affirmé que «les start-up peuvent trouver des solutions innovantes pour améliorer le rendement des énergies renouvelables», à travers le développement des solutions durables et respectueuses de l'environnement.

Dans le même sens, M. Arkab a souligné que ces start-up peuvent également contribuer, avec leurs applications et programmes, à rationaliser la consommation d'énergie, à analyser les données et à offrir des services de conseil en efficacité énergétique, en sus de renforcer les infrastructures de production, de transport et de distribution de l'électricité et du gaz, notamment en reliant le Nord au grand Sud et en connectant les habitations et divers opérateurs, qu'il s'agisse d'investisseurs, d'agriculteurs ou de ceux situés dans des zones éloignées.

Pour concrétiser ces projets, le ministre a mis en avant la nécessité d'introduire des technologies modernes, des solutions innovantes et la numérisation à travers les start-up «sur lesquelles nous comptons, afin d'aider les entreprises économiques à développer leur écosystème d'innovation technologique et à fabriquer les équipements et les pièces de rechange nécessaires, qui sont actuellement importés, ce qui coûte beaucoup de devises au Trésor public».

Il a, dans cette optique, fait savoir que le secteur de l'énergie et des mines a adopté cette approche, à l'instar du Groupe Sonelgaz, qui a conclu un partenariat avec l'Ecole nationale supérieure d'intelligence artificielle (ENSIA).

En présence du ministre de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, Yacine El-Mahdi Oualid, M. Arkab a rappelé que le Groupe Sonatrach a créé un incubateur pour les start-up au niveau de l'Université de Ouargla, notant que le secteur s'engage à fournir une aide et un soutien aux start-up et aux porteurs de projets.

Rim Boukhari

POUR CONTRER LA TRICHE AU BAC

Les détecteurs de métaux comme nouvelle mesure

La tricherie au baccalauréat est devenue une pratique répandue. La majorité des cas de fraude enregistrés durant les années précédentes avaient pour outil le téléphone portable. Cette année, des détecteurs de métaux seront utilisés pour contrer les fraudeurs. Des journées de formation sur leur utilisation sont programmées par les directions de l'éducation, en coordination avec les services de sécurité, et ce à partir de cette semaine.



Atteindre le zéro cas de triche aux examens officiels et faire en sorte que ces derniers se déroulent dans la sérénité et sans embûches, tel est le but escompté par le ministère de l'Education nationale. Cette année encore, des mesures draconiennes seront prises afin de limiter le phénomène

Pour les candidats qui peuvent être tentés de tricher durant cet examen, le département d'Abdelhakim Belabed insiste et rappelle les sanctions qui leur seront infligées.

En effet, tricher pendant les examens officiels peut désormais vous conduire en prison. La fraude au cours des épreuves officielles est passible, depuis le mois d'avril 2020, d'une peine d'emprisonnement allant, selon le ministère de la Justice, jusqu'à 15 ans, assorti d'une amende.

Avant d'en arriver là, le ministère de l'Education nationale compte dissuader les tricheurs et, pour cela, des détecteurs de métaux seront plus largement utilisés dans les centres d'examen.

A cet effet, les directions de l'éducation à travers le territoire nationale, en coordination avec les services de sécurité, programmeront, à partir de cette semaine, des journées de formation au profit de leurs employés sur l'utilisation des détecteurs de métaux, et ce en prévision de l'examen du baccalauréat session juin 2024.

Ces détecteurs sont prévus, cette année, au niveau des centres d'examen, afin de contrecarrer toute tentative d'introduire tout appareil électronique, tel que les smartphones et les montres intelligentes dans les salles d'examen, afin d'atteindre l'objectif souhaité et de poursuivre les efforts visant à lutter contre le phénomène de fuite de sujets sur les réseaux sociaux.

Pour les responsables du secteur, l'utilisation de ce dispositif contribuera efficacement à mettre fin au phénomène de fuite de sujets sur les réseaux sociaux après leur distribution aux candidats dans les salles d'examen, sachant que de précédentes enquêtes de terrain ont révélé l'implication des examinateurs et même de certains encadreurs qui procèdent à la publication des sujets sur les réseaux sociaux, notamment sur Facebook.

Le but est d'obtenir des réponses de l'extérieur des centres d'examen et, dans d'autres cas, de perturber le bon déroulement des épreuves.

Dans ce contexte, des directions de l'éducation ont affirmé avoir achevé la semaine dernière le processus de formation de leurs employés sur l'utilisation des détecteurs de métaux, passant ainsi aux avant-dernières retouches pour la préparation des deux examens.

LOURDES SANCTIONS CONTRE LES TRICHEURS

La fraude aux examens peut avoir de lourdes conséquences. En effet, toute personne qui rend publics ou divulgue les sujets ou les réponses d'examens scolaires officiels, que ce soit avant ou pendant les épreuves, sera passible d'une peine d'emprisonnement d'un à trois ans et d'une amende allant de 10 à 30 millions de centimes. Les individus impliqués dans la fuite ou la publication de sujets ou de réponses appartenant aux personnes chargées de la préparation et de l'organisation d'examens officiels seront soumis à une peine de prison de 5 à 10 ans, accompagnée d'une amende de 50 à 100 millions de centimes.

A ce propos, le ministre de l'Education nationale, Abdelhakim Belabed, s'est engagé à appliquer la loi contre les fraudeurs et les éditeurs de sujets.

Il convient de noter que le ministère de la Justice a récemment pris, en coordination avec les secteurs concernés, une série de mesures proactives pour prévenir et lutter contre la fraude et la fuite des sujets des examens officiels prévus en juin courant, a indiqué dimanche dernier un communiqué de ce département ministériel.

A ce titre, une cellule de veille et de suivi a été mise en place au niveau de chaque cour, sous la présidence du procureur général. La cellule comprend également comme membres le directeur de l'éducation, le chef de la sûreté de wilaya, le commandant du groupement territorial de la Gendarmerie nationale, le chef du service régional de la sécurité intérieure.

Cette opération vise, selon le ministère, à garantir la crédibilité des examens et préserver l'avenir des élèves, particulièrement ceux qui sont candidats à des examens décisifs. Les parquets généraux vont requérir de lourdes peines à l'encontre des personnes impliquées dans les affaires portant atteinte à la probité des examens.

Il convient de rappeler que plus de 1,5 million de candidats sont inscrits aux examens du Brevet de l'enseignement moyen et du baccalauréat session juin 2024 au niveau national.

Le ministre Abdelhakim Belabed a fait savoir, lors d'une rencontre nationale sur les préparatifs des examens scolaires nationaux, que le nombre de candidat inscrits est de 818 439 pour le BEM, prévu du 3 au 5 juin, et de 862 733 pour le baccalauréat, prévu du 9 au 13 juin. Il a, dans ce sens, précisé que 2 327 candidats à besoins spécifiques ont été recensés, dont 1 356 pour le BEM et 971 pour le bac.

Toutes les mesures organisationnelles, humaines et matérielles ont été prises pour assurer le «bon déroulement» des épreuves, y compris la mise en place d'un dispositif de suivi à plusieurs niveaux, afin de garantir le maximum de rigueur.

Pour ce qui est des sujets des examens, le ministre a assuré qu'ils seront à la portée de l'élève ayant suivi régulièrement ses cours jusqu'à la fin du troisième trimestre de l'année scolaire, précisant que les sujets concerneront les cours dispensés aux élèves en présentiel et que tous les établissements scolaires resteront ouverts aux candidats pour réviser collectivement et se préparer comme il se doit à ces épreuves.

Lynda Louifi

LA DELEGUEE NATIONALE DE PROTECTION DE L'ENFANCE A AIN BOUCIF :

«Assurer un accompagnement psychologique aux élèves sous le choc»

LA DÉLÉGUÉE nationale de protection de l'enfance, Meriem Chorfi, s'est rendue, hier, dans la ville d'Aïn Boucif (wilaya de Médéa), où elle a présenté ses condoléances aux familles des victimes du drame de la Promenade des Sablettes qui a coûté la vie à cinq enfants. Ces derniers sont décédés par noyade il y a deux semaines alors qu'ils étaient partis en excursion, rappelle-t-on.

Meriem Chorfi a, lors de son déplacement à Aïn Boucif, visité l'école Mohammedi-Mohamed où étaient scolarisés les enfants décédés.

Elle était accompagnée d'une équipe de spécialistes en médecine et en santé mentale de l'enfant et de l'adolescent. La visite intervient dans le cadre de l'accompagnement psychologique des élèves à la veille des examens de fin d'année, notamment l'examen de la 5e année scolaire qui a lieu aujourd'hui.

«Il est de notre devoir de donner la priorité à ces enfants plus que les nôtres. Nous sommes là aujourd'hui pour la prise en charge psychologique des élèves sachant qu'ils sont encore sous le choc après le drame qui a coûté la vie à cinq de leurs camarades dans le drame de la Promenade des Sablettes», a déclaré la déléguée nationale de protection de l'enfance. Et d'ajouter : «Nous sommes venus aujourd'hui accompagnés d'une équipe composée de spécialistes en santé mentale et en médecine pour prendre en charge les cas qui sont présentés, ainsi que pour l'échange avec les familles des victimes».

Dans sa rencontre avec les familles des victimes et des parents d'élèves en particulier, en présence du wali de Médéa, du P/APW, du directeur de l'éducation, et des responsables et élus locaux, Meriem Chorfi a déclaré que cette visite sera suivie par d'autres dans le cadre de la prise en charge des personnes encore sous le choc parmi les familles des victimes ou encore sous surveillance médicale et les élèves du même établissement scolaire.

Madame Meriem Chorfi a également visité le centre de rééducation et de réadaptation de Médéa et le jardin d'enfants relevant de la Caisse nationale des assurances sociales des salariés (CNAS). Le drame de la plage des Sablettes a été ressenti par toutes les familles algériennes qui ont exprimé leur compassion avec les familles des victimes.

Une enquête est en cours pour déterminer les responsabilités.

Dans le cadre de cette enquête, quatorze personnes ont été interpellées, dont certaines sont en détention provisoire et d'autres sous contrôle judiciaire.

Nabil B.

MASSACRES À GAZA

L'entité sioniste dans le collimateur de la CIJ

L'ampleur du drame que vive le peuple palestinien à Gaza a fini par faire bouger la Cour internationale de justice (CIJ), qui a exigé avant-hier à l'entité sioniste de mettre fin à son offensive militaire à Rafah et d'ouvrir les points de passage pour permettre l'acheminement des aides humanitaires. La décision a été immédiatement reprise par le gouvernement espagnol, qui a souligné, par le biais de son ministère des Affaires étrangères, que les ordonnances émises par la CIJ sont contraignantes et a appelé l'entité sioniste à les respecter.



«Les ordonnances de la CIJ, y compris celle concernant l'arrêt de l'offensive israélienne à Rafah, sont contraignantes. Nous exigeons leur application», a déclaré le ministre espagnol des Affaires étrangères sur les réseaux sociaux. «Cela concerne également le respect du cessez-le-feu et l'accès à l'aide humanitaire. Il est temps que la souffrance du peuple de Gaza prenne fin et que la violence cesse», a-t-il ajouté.

Rappelant que la plus haute juridiction de l'ONU a ordonné avant-hier à l'entité sioniste de stopper «immédiatement» son offensive militaire à Rafah, une décision susceptible d'ajouter à la pression internationale en faveur d'un cessez-le-feu après plus de sept mois d'agression sioniste.

La CIJ, qui siège à La Haye, a aussi ordonné à l'entité sioniste de maintenir le passage de Rafah ouvert pour permettre un accès «sans restriction» à l'aide humanitaire.

L'entité sioniste poursuit son agression dévastatrice contre la bande de Gaza depuis le 7 octobre 2023, malgré une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU exigeant un cessez-le-feu immédiat dans l'enclave palestinienne.

Les attaques de l'occupant sioniste contre les civils palestiniens ont provoqué le déplacement forcé d'environ 1,9 million de Palestiniens à l'intérieur de l'enclave assiégée, dont 1,4 million se sont réfugiés à Rafah. Cette agression barbare a également provoqué une grave pénurie de nourriture, d'eau potable et de médicaments, tandis que 60% des infrastructures de l'enclave ont été endommagées ou détruites, selon l'ONU.

Les pratiques terroristes des autorités israéliennes ont suscité l'indignation et le désarroi à l'échelle mondiale. Des manifestations pro-palestiniennes secouent le monde occidental, notamment dans les campus. Les organisations internationales notamment l'ONU et ses agences, ont de leur côté, appelé l'entité sioniste à cesser sans agression et à autoriser l'accès des aides humanitaires. Mais sans conséquence.

Suite à cette situation, plusieurs pays européens ont annoncé la reconnaissance de l'Etat palestinien et soutenir le peuple palestinien dans ces circonstances tragiques.

Pour sa part la Rapporteuse spéciale de l'ONU sur les territoires palestiniens occupés Francesca Albanese, a appelé hier la communauté internationale à imposer des sanctions à l'entité sioniste et à suspendre les relations diplomatiques avec elle, jusqu'à ce qu'elle «se conforme à la décision de la Cour internationale de Justice (CJI)».

«Alors que la CJI a ordonné à (l'entité sioniste) de mettre fin à son offensive à Rafah, (cette dernière) intensifie ses attaque contre cette ville», a écrit Mme Albanese dans un message posté sur X, relevant que les nouvelles qu'elle reçoit des gens qui y sont piégés sont «terrifiantes».

«Soyez-en sûr : l'Entité sioniste n'arrêtera pas cette folie tant que nous n'y mettons pas fin. Les Etats membres doivent imposer des sanctions, un embargo sur les armes et suspendre les relations diplomatiques et politiques avec (l'entité sioniste) jusqu'à ce qu'elle cesse son assaut», a-t-elle ajouté. Depuis le 7 octobre dernier, l'entité sioniste mène une agression génocidaire contre la bande de Gaza qui a fait des dizaines de milliers de victimes civiles, pour la plupart des enfants et des femmes, en plus d'une catastrophe humanitaire sans précédent et d'une destruction massive des infrastructures.

L'entité sioniste a également imposé un blocus contre la bande de Gaza, laissant sa population, en particulier les habitants du nord de l'enclave palestinienne, au bord de la famine.

Le bilan de l'agression génocidaire sioniste contre la bande de Ghaza s'est alourdi vendredi à 35.857 martyrs et 80.293 blessés, depuis le 7 octobre dernier, ont indiqué les autorités palestiniennes de la Santé.

Mohamed M.

LIBAN

Nasrallah promet des «surprises» à Netanyahu

LE SECRÉTAIRE général du Hezbollah Hassan Nasrallah a promis des « surprises » au Premier ministre sioniste Benjamin Netanyahu, alors que des échanges de bombardements opposent le parti libanais à l'armée d'occupation sioniste depuis plus de sept mois. Le leader chiite s'exprimait au cours d'un discours en hommage au président iranien Ebrahim Raïssi, tué dans un crash d'hélicoptère avec plusieurs de ses compagnons. Hassan Nasrallah a déclaré avant-hier soir que Netanyahu se dirigeait vers une impasse et conduisait le front adverse vers une victoire historique et significative. Il a averti l'ennemi sioniste que la résistance les avait surpris au Liban le 8 octobre et qu'ils devaient s'attendre à plus de surprises à venir.

Nasrallah a souligné que ni la tromperie ni les pressions des maîtres de l'ennemi n'allaient les aider, et que la résistance allait continuer de se battre. Il a affirmé que leurs objectifs étaient clairs : soutenir Gaza en premier lieu et empêcher toute agression contre le Liban en second lieu. La transparence a toujours été une valeur importante pour la résistance, et elle continuera à défendre ses objectifs avec détermination. Cette menace de Hassan Nasrallah vient en réponse à des propos tenus la veille par le Premier ministre sioniste, selon lesquels, le gouvernement sioniste dispose de « plans détaillés, importants, voire surprenants », pour faire face au Hezbollah. «Netanyahou veut faire croire qu'il sait manier la guerre psychologique», a rétorqué Hassan Nasrallah. En citant l'ancien ministre de la Défense israélien Avigdor Lieberman, le numéro un du Hezbollah a soulevé des questions quant à la capacité réelle de l'armée israélienne à mener une opération au sud du Liban.

Depuis le 8 octobre dernier, le parti chiite cible régulièrement le nord de la Palestine occupée en soutien au peuple palestinien. Cette escalade de conflit a entraîné une riposte de l'armée d'occupation, qui mène des frappes de plus en plus en profondeur au Liban, visant notamment des responsables du Hezbollah. Les tensions se sont accrues ces derniers jours alors que le Hezbollah intensifie ses attaques contre des positions militaires dans le nord, utilisant des drones et de nouveaux types d'armement.

Rappelant que le Liban compte 459 morts depuis le 8 octobre dernier, dont 314 combattants du Hezbollah, tués au Liban ainsi qu'en Syrie et 59 combattants du mouvement Amal et d'autres factions palestiniennes. Du côté israélien, selon un article de Reuters datant de janvier dernier, environ 96 000 habitants ont dû être évacués des localités du nord à cause des frappes du Hezbollah. Les autorités militaires sionistes ne communiquent pas sur le nombre des morts parmi sa soldatesque.

Si le Nasrallah a évoqué la situation au sud du Liban, il a consacré la majorité de son discours au président iranien Ebrahim Raïssi et à son ministre des Affaires étrangères Hussein Amir-Abdollahian, tués avec leurs compagnons dans un crash d'hélicoptère dimanche dernier. Hassan Nasrallah a présenté ses condoléances au guide suprême de la République islamique d'Iran, l'ayatollah Ali Khamenei, mais aussi au peuple iranien, aux responsables à Téhéran et aux familles des personnes décédées.

Hassan Nasrallah a souligné l'importance des leaders décédés dans la lutte contre l'oppression et l'injustice. Il a également annoncé l'annulation des célébrations prévues pour la fête de la « Résistance et de la Libération » en raison de cet incident tragique.

Le président iranien a été décrit par Nasrallah comme un modèle de leadership, dévoué à son peuple et à sa cause. Il a travaillé sans relâche pour le bien-être de tous, en particulier des plus démunis. Son engagement envers la résistance a été remarquable et a marqué son mandat.

Le chef de la diplomatie iranienne a également été salué pour sa foi inébranlable en la résistance et son amour pour la Palestine et le Liban. Ces deux hommes ont été loués pour leur humilité, leur compassion envers les démunis et leur dévouement envers les combattants de la liberté.

Sous la direction de ces grands leaders, l'Iran a renforcé sa présence diplomatique et soutenu les mouvements de résistance à travers le monde. Leur engagement envers la cause a été exemplaire et leur héritage perdurera dans nos cœurs et dans notre lutte.

En cette période de deuil, il est important de se rappeler l'importance de rester unis et déterminés dans notre combat contre l'oppression. Nous honorons la mémoire de ces grands leaders et nous nous engageons à poursuivre leur noble cause avec courage et détermination.

Hassan Nasrallah a a notamment indiqué que les ennemis qui espéraient voir l'Iran s'affaiblir et abandonner la Palestine et la résistance se trompaient. Il a souligné que la République islamique était profondément attristée par la perte de son président, mais que malgré cela, les institutions et la Constitution iraniennes étaient toujours en place et fonctionnaient. Il a mis en avant le fait que l'Iran était un État de droit dirigé par un leader sage, ce qui assurait une certaine stabilité malgré la tragédie.

R.I.

CRISE EN UKRAINE

La Russie ne négociera pas avec un président illégitime, affirme Poutine

Vladimir Poutine a remis en cause la légitimité de Volodymyr Zelensky en tant que président ukrainien en exercice, tout en mettant en évidence les défis majeurs auxquels sont confrontées les négociations de paix entre les deux pays.



Dans une conférence de presse organisée avant-hier soir à Minsk aux côtés du président biélorusse Alexandre Loukachenko, Poutine a souligné que la Russie ne négocierait qu'avec des autorités ukrainiennes qu'elle considère légitimes. «La Russie ne tiendra des négociations de paix qu'avec les autorités ukrainiennes réellement légitimes », a affirmé le président russe.

«Nous nous rendons bien compte que la légitimité du président en exercice a expiré», a indiqué Vladimir Poutine, en référence au fait que le mandat de Volodymyr Zelensky arrivait à son terme le 20 mai. Un mandat prolongé jusqu'à nouvel ordre, le président ukrainien ayant décidé en novembre 2023 de reporter les élections présidentielles, invoquant la loi martiale en vigueur et la mobilisation générale.

«La Russie n'a jamais refusé de discuter», répète Poutine «Je pense que l'un des objectifs de la conférence qui est annoncée en Suisse consiste justement à ce que la communauté occidentale, qui sponsorise le régime de Kiev, confirme la légitimité du président actuel», a-t-il poursuivi, en référence à la conférence de paix pour l'Ukraine que le gouvernement helvète a convoquée sur son sol à la mi-juin. Une initiative dénoncée par la Russie, non conviée.

«Ces opérations de communication n'ont aucune signification pour des documents juridiques», a estimé le président russe.

La réponse à la question de la légitimité de Zelensky «doit être, avant tout, apportée par l'Ukraine elle-même», a précisé M. Poutine, évoquant son Parlement, sa cour constitutionnelle «et certains autres organes directeurs». Si les discussions de paix reprennent avec l'Ukraine, «il faudra être totalement sûrs que nous avons affaire à des autorités légitimes», a déclaré le chef d'État russe.

Vladimir Poutine a rappelé que des pourparlers entre la Russie et l'Ukraine s'étaient tenus en Biélorussie dès la première semaine de l'offensive russe, avant de se poursuivre à Istanbul à la demande de Kiev.

Le président russe a rappelé que le directeur des négociations de la partie ukrainienne avait approuvé l'accord, ce qui indique que l'Ukraine était globalement satisfaite de la résolution proposée, tout en répondant également aux intérêts de la Russie. Cependant, il a souligné que malgré la signature, les négociations ont été interrompues par l'Ukraine, suite à la visite du Premier ministre britannique, Boris Johnson, à Kiev, et que l'accord a été rejeté.

Les informations révélées par le député ukrainien David Arakhamia confirment le rôle crucial joué par le Premier ministre britannique dans l'évolution du conflit, tel que rapporté dès l'été 2022 par la revue américaine Foreign Affairs et confirmé durant l'automne 2023.

«Ce n'est pas nous qui avons arrêté ces négociations, ce sont eux !», a insisté le président russe devant la presse. «Et je dirais même plus qu'ils se sont interdit à eux-mêmes de poursuivre les négociations», a-t-il poursuivi, en référence à un décret signé en octobre 2022 interdisant toute négociation entre Kiev et Vladimir Poutine.

Un épisode ainsi qu'un manque de confiance dans la parole des autorités ukrainiennes qu'avait évoqué mi-avril par le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov, lors d'une interview accordée à trois médias russes, estimant que «les discussions avec Zelensky» étaient «privées de sens».

Le chef de la diplomatie russe, Sergueï Lavrov avait alors notamment évoqué l'épisode du retrait des forces russes, annoncé fin mars 2022 par la Défense russe, dans les secteurs de Kiev et Tchernigov dans le cadre des négociations à Istanbul. Une opportunité que les autorités ukrainiennes n'ont pas su saisir selon des proches de Zelensky.

L'UKRAINE A LAISSÉ PASSER LA CHANCE DE FAIRE LA PAIX

L'Ukraine a laissé passer la chance de faire la paix lors des négociations d'Istanbul en mars 2022, avait déclaré, Oleksiy Arestovytch, ancien conseiller du président ukrainien, ajoutant que Kiev risque à présent de faire face à une guerre qui pourrait durer jusqu'à 15 ans.

L'Ukraine a eu la chance de faire la paix lors des négociations d'Istanbul en mars 2022, mais quelque chose ou quelqu'un a fait changer l'opinion du président Volodymyr Zelensky, avait affirmé M. Arestovytch, dans une interview publiée le 14 janvier dernier.

Freddie Sayers, rédacteur en chef du média britannique UnHerd, a interviewé Arestovytch près d'un an après que le meilleur stratège politique ukrainien a quitté le service de Zelensky. Il a, depuis lors, déménagé aux États-Unis, affirmant que Kiev voulait l'arrêter sur la base d'accusations politiquement forgées de toutes pièces.

«J'ai participé au processus d'Istanbul, et c'était l'accord le plus profitable que nous aurions pu conclure», a déclaré Arestovytch à Sayers. La délégation ukrainienne «a ouvert la bouteille de champagne» à son retour à Kiev, estimant que l'accord était conclu, a-t-il même ajouté.

Les protocoles pour une rencontre directe entre Volodymyr Zelensky et le président russe Vladimir Poutine étaient «préparés à 90 %», selon Arestovytch, lorsque le président ukrainien a annulé les pourparlers. Son refus de l'accord a été principalement attribué au «massacre de Boutcha», dont l'Ukraine a accusé la Russie, mais Arestovytch a déclaré qu'il n'en était pas certain. Quelque chose a «absolument» changé l'esprit de Zelensky et «les historiens devront trouver une réponse à ce qui s'est passé», a déclaré Arestovytch. «Beaucoup disent que c'est le Premier ministre Boris Johnson, qui est venu à Kiev et a mis fin aux négociations avec la Russie. Je ne sais pas exactement si c'est vrai ou faux. Il est venu à Kiev, mais personne ne sait de quoi ils ont parlé sauf, je pense, Zelensky et Boris Johnson lui-même», a-t-il déclaré à UnHerd.

Le rôle de Johnson dans le sabotage des pourparlers de paix d'Istanbul a été rapporté dès mai 2022 par le média Oukraïnskaïa Pravda. Selon le journal, il est venu à Kiev avec «deux messages simples» affirmant que le président russe Vladimir Poutine était «un criminel de guerre» avec qui il ne fallait pas négocier, et que même si l'Ukraine était prête à signer une sorte d'accord avec la Russie, l'Occident ne l'était pas. David Arakhamia, le chef du parti de Zelensky au Parlement ukrainien, a évoqué cette visite dans une interview de novembre 2023, reformulant le message de Johnson comme une adresse aux Ukrainiens en ce sens : «Continuons à nous battre». L'ex-Premier ministre britannique a finalement commenté l'affaire la semaine dernière, déclarant qu'il avait tout simplement dit à Zelensky que le Royaume-Uni soutiendrait «à mille pour cent» l'Ukraine et que tout accord potentiel avec la Russie serait «assez sordide». Il a cependant insisté sur le fait qu'il n'avait «ordonné» à personne de faire quoi que ce soit. Selon Arestovytch, le conflit a maintenant dépassé la cadre de la Russie et de l'Ukraine, opposant l'Occident collectif au «Sud global».

R.I.

VÉHICULES ÉLECTRIQUES À BÉCHAR

Vers la réalisation de trois stations de recharge

UN PROJET de réalisation de trois stations de recharge pour véhicules électriques a été retenu au profit de la wilaya de Béchar. C'est ce qu'a annoncé, jeudi la direction locale de la Société nationale de l'électricité et du gaz (Sonelgaz-distribution).
Ce projet s'inscrit dans le cadre du plan stratégique du Groupe Sonelgaz visant à installer un millier de bornes de recharge de véhicules électriques à travers le pays avant fin 2024, a précisé, la chargée de communication à la direction de Sonelgaz, Linda Mekkaoui, signalant que les stations prévues sont projetées au niveau de l'université « Tahri Mohamed », l'un des sièges de l'administration de la wilaya et l'Ecole normale supérieure (ENS).
Confiée au groupe Sonelgaz, la réalisation de ces stations a pour objectif de contribuer à la transition énergétique et à promouvoir l'utilisation des véhicules électriques sur le marché national, a-t-elle déclaré.
Ces futures stations dont l'entame de la réalisation fait actuellement l'objet de rencontres entre les responsables de la Sonelgaz, ceux de la wilaya et des secteurs concernés, dis poseront, une fois opérationnelles, de trois types de prises de recharge, adaptées aux voitures hybrides, asiatiques et européennes, a fait savoir la même source.
Elles sont dotées d'une puissance de 150 kilowatts extensibles à 300 kilowatts, pouvant recharger un véhicule en 15 minutes environ, a conclu la même source.

R.R

TÉLÉCOMMUNICATIONS À TISSEMSILT

Deux nouveaux bureaux de poste

DANS L'OPTIQUE d'améliorer les prestations, le secteur de la poste et des télécommunications de la wilaya de Tissemsilt s'est renforcé par deux bureaux de postes, dont la livraison est prévue avant la fin de l'année en cours.
C'est ce qu'a indiqué, jeudi, Kamel Nemouche, directeur de wilaya du secteur.
A ce propos, M. Nemouche a fait savoir que l'un des bureaux de poste, implanté dans la zone de « Sidi Bendjelloul » dans la commune de Théniet El Had, dont les travaux de réalisation ont atteint un taux d'avancement de plus de 45 pc, s'inscrit dans le cadre du programme communal de développement (PCD) et pour lequel il a été alloué une enveloppe financière de plus de 18 millions DA, y compris la réalisation d'un logement de fonction.
Concernant la réalisation du second bureau de poste, à haï 1400 logements, sis au chef-lieu de wilaya (Tissemsilt), les procédures administratives ont été achevées et les démarches nécessaires ont été entamées pour l'aménagement et l'équipement de ses locaux, relevant de l'Office de la promotion et de la gestion immobilière(OPGI).
Le même interlocuteur a ajouté que l'entrée en service de ces deux structures est prévue, avant la fin de l'année 2024, afin de renforcer le secteur, qui comprend déjà 51 bureaux de poste, répartis à travers toute la wilaya, au profit de plus de 238.000 clients.
A rappeler qu'il a été procédé à la mise en service d'un bureau de poste, durant l'année en cours, dans la zone « Sekkaka » dans la commune de Bordj Emir Abdelkader.

R.R.

SALON INTERNATIONAL DE L'ARTISANAT À ORAN

Rencontre sur la numérisation du secteur

La numérisation du secteur de l'artisanat et les moyens de relever les défis dans ce domaine ont constitué le thème d'une journée d'étude organisée, avant-hier, dans le cadre de la 25ème édition du Salon international de l'artisanat, qui s'est ouvert jeudi au Centre de conventions « Mohamed Benahmed » à Oran.



A ce titre, le chef de cabinet du ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Terguini Abdelhamid a indiqué à l'ouverture de cette rencontre que « la numérisation s'est imposée récemment comme un outil nécessaire pour améliorer les performances et gagner du temps de manière efficace ».
Soulignant également que « la numérisation de tous les secteurs, dont celui de l'artisanat et des métiers, contribuera inévitablement à la transparence de toutes les opérations administratives et aidera les citoyens à pourvoir à leurs besoins en un temps record ».
En outre, le même responsable a expliqué qu'a « l'instar des autres secteurs, l'artisanat requiert l'utilisation d'outils technologiques qui contribuent à l'amélioration du climat des affaires, » précisant aussi que la numérisation du secteur de l'artisanat permet de donner une image claire du nombre d'artisans et des activités pratiquées, ainsi que la définition des différentes activités des artisans dans les différentes wilayas du pays. Terguini Abdelhamid, a ajouté que l'utilisation de la numérisation et des nouvelles technologies dans ce domaine vise essentiellement à protéger les produits artisanaux et les marques algériennes contre la contrefaçon tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays, insistant sur la nécessité de réfléchir à de nouveaux outils pour protéger les produits artisanaux algériens contre le vol. Pour sa part, la directrice des systèmes d'information et des statistiques au ministère du Tourisme et de l'Artisanat, Feniniche Khadra, a abordé la transition numérique dans le secteur, en mettant l'accent sur les tendances de la numérisation telles que l'amélioration du service public au profit des citoyens, la numérisation de l'administration et des activités sectorielles, la sécurité de l'information, ainsi que la recherche de solutions numériques qui soutiennent les responsables dans la prise de décision.
S'agissant du programme de numérisation lancé par le ministère de tutelle, elle a affirmé qu'il tend à rapprocher l'administration du citoyen, et à promouvoir la destination Algérie et l'industrie artisanale algérienne, outre la numérisation du travail et des services participatifs fournis aux ressources humaines sectorielles.
Selon la même responsable, il tend également à créer une infrastructure et un réseau d'échange sécurisé, ainsi qu'à la numérisation du suivi des activités et des secteurs statistiques, outre la création de systèmes de veille et d'appui à la décision.
Pour rappel, le ministre du Tourisme et de l'Artisanat Mokhtar Didouche a visité, au courant de la matinée, les stands du Salon international de l'Artisanat (2e journée) et échangé, avec les artisans venus de toutes les wilayas du pays, sur les moyens de promouvoir le secteur de l'industrie artisanale et de contribuer à l'économie nationale.

R.R

TLEMCEN

Départ du premier groupe de pèlerins

LE PREMIER groupe des pèlerins de quatre wilayas du pays: Tlemcen, Ain Témouchent, Sidi Bel Abbes et Naâma, a quitté, avant-hier, l'aéroport international « Messali Hadj » de Tlemcen, à destination des Lieux Saints pour accomplir le Hadj.
Composé de 250 pèlerins, venus des quatre wilayas, le groupe s'est envolé à bord de l'avion de la Compagnie aérienne nationale Air Algérie en direction de l'aéroport international de Médine, au Royaume d'Arabie saoudite.
Les pèlerins ont été salués à leur départ par les autorités de la wilaya, leurs familles et proches, et les représentants des différents secteurs concernés. Toutes les facilités administratives nécessaires ont été assurées par les différents services, tels que le couloir vert, les guichets d'enregistrement et les bus pour transporter les pèlerins de la salle d'attente vers l'avion.
Le deuxième vol regroupant 250 pèlerins est programmé vendredi soir à 22h30, à partir de l'aéroport « Messali Hadj » à destination de l'aéroport de Médine.
Le programme prévoit 10 vols pour le transport des pèlerins vers les Lieux Saints au Royaume d'Arabie saoudite à partir de l'Aéroport international « Messali Hadj », selon le directeur de l'Aéroport, M. Mohamed Amine Bouaza, précisant que ces vols pour le transport de 2400 pèlerins en provenance de quatre wilayas de l'ouest du pays se dérouleront par étapes.
La direction des affaires religieuses et des wakfs de Tlemcen a recensé 1.102 pèlerins inscrits au niveau de la wilaya, pour lesquels des rencontres de sensibilisation sur le rituel du hadj ont été organisées dans plusieurs mosquées des différentes daïras de la wilaya.

R.R

FORUM DE LA BIBLIOTHÈQUE PRINCIPALE DE MÉDÉA

L'écrivain Ali Boumahdi traduit vers l'arabe par Tayeb Ould Laroussi

Lors de la tenue de la dernière séance du forum de la bibliothèque principale de la lecture publique de Médéa, le docteur Tayeb Laroussi a consacrée sa conférence à la présentation de l'ouvrage de l'écrivain Ali Boumahdi, conférence intitulée « Ali Boumahdi et la mémoire collective de la population de Berrouaghia ».



Invité par les organisateurs du forum, le conférencier qui compte à son actif plusieurs publications et traductions sur la littérature algérienne, indique vouloir inscrire son activité dans le cadre de la présentation d'auteurs qui n'ont pas reçu la reconnaissance qui leur sied, parmi lesquels l'écrivain Ali Boumahdi, auteur de deux livres, à savoir : « Le village des Asphodèles (1970) et «l'homme-cigogne (1987)».

Considéré comme appartenant au courant ethnographique caractéristique du roman des années 1950, Ali Boumahdi est parti de ce monde sans avoir réalisé son vœu de retourner après sa retraite dans sa tribu des Béni-Bouyagoub à El-Omaria, ville située à 40 km à l'est de Médéa pour s'y installer et s'adonner à l'écriture.

C'est pour répondre à son souci de faire connaître des auteurs « oubliés » que le conférencier dit avoir traduit à l'arabe « Le village des Asphodèles », un livre qui fait un « récit mémoriel » de sa société, racontant son enfance dans sa ville, en l'occurrence Berrouaghia, évoquant sa vie familiale où le père exerçait « un pouvoir tyrannique » sur les membres de sa famille, peignant aussi les rapports entretenus par les autochtones avec le système colonial. C'est un roman qui, selon sa fille Safia, décrit « une époque où l'ordre colonial régnait en Algérie, et les paysans du Titteri, expropriés de leurs terres, étaient exploités par les colons français. Alors que tous les enfants européens sont scolarisés, bien peu de jeunes musulmans ont accès à l'enseignement ». Pourtant Ali Boumahdi échappera à la misère, grâce à l'obtention de certificat d'études, une véritable prouesse pour un jeune musulman, dont les camarades de jeu sont condamnés à l'illettrisme. Ce diplôme lui ouvre les portes de l'enseignement secondaire, du savoir, et finalement de la liberté.

Dans sa biographie, l'on apprend que Ali Boumahdi a suivi des études d'anglais à la Sorbonne puis en Angleterre, il s'installe avec sa famille en France à la rentrée 1966, en tant que professeur d'anglais après avoir exercé en Algérie au lycée de jeunes filles El Feth de Blida en 1965.

Le conférencier a également parlé de ses activités au sein de la librairie du monde arabe à Paris où il a contribué à faire connaître des auteurs qui n'ont pas eu la reconnaissance qui leur sied, en s'attachant à ressusciter les noms des auteurs qui sont restés inconnus par le grand public comme Rabah Belamri (1946-1994), poète ayant perdu la vue très jeune et qui décédera plus tard à l'âge de 48 ans. Car, selon le conférencier, Rabah Belamri est considéré comme « l'un des patriotes qui ont porté la voix de son pays à l'étranger. Il affirme également qu'il est nécessaire d'organiser des rencontres nationales et internationales pour ces personnalités qui ont contribué à faire rayonner la voix et l'Algérie à l'étranger ».

Nabil B.

2e FORUM DU LIVRE

Une quinzaine d'inventeurs et de créateurs algériens distingués



UNE QUINZAINE de chercheurs, inventeurs et créateurs algériens, qui, par leur savoir et leur créativité, ont honoré l'Algérie sur la scène internationale, ont été distingués par la ministre de la Culture et des Arts, Soraya Mouloudji, lors d'une cérémonie qui a marqué le deuxième Forum du Livre, dans la soirée de jeudi. Organisée sous l'intitulé «L'impact du génie algérien sur les connaissances humaines», la cérémonie de remise des distinctions du deuxième Forum du livre a mis en valeur une quinzaine de chercheurs, inventeurs et créateurs algériens, parmi lesquels Belkacem Hebba, Bachir Halimi, Yahia Chelboun, Kamel Senhadji, Ahmed Djebbar, Said Mekhilef et Waciny Laredj. La cérémonie de remise des distinctions du deuxième Forum du livre s'est déroulée en présence également du président de la Cour Constitutionnelle, Omar Belhadj, du Conseiller auprès du président de la République, chargés de, l'Education, de l'Enseignement supérieur, de la Formation professionnelle et de la Culture, Mohamed Seghir Saâdaoui, et des ministres, de la communication Mohamed Lagab, ainsi que de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Yacine Merabi. Relevée davantage par la présence de plusieurs autres hauts responsables d'Institutions et d'Organismes officiels de l'Etat, la cérémonie a été ouverte par l'allocution de la ministre de la Culture et des Arts, qui a d'abord rappelé que la vision de départ de son département à l'égard du livre «s'est articulée autour de la spécificité algérienne, consacrant les aspects cognitifs et créatifs dans une perspective économique inspirée des fondements de l'»Algérie nouvelle, dont les bases ont été initiées par le président de la république, M. Abdelmadjid Tebboune». La nécessité de promouvoir davantage le livre a conduit à la création de ce forum, «un Rendez-vous important qui a exprimé sur le terrain, l'»attachement des algériens au savoir et à la connaissance», explique encore Soraya Mouloudji, avant de passer en revue les différentes étapes définissant la stratégie tracée par son département et mise en application dans toutes les wilayas du pays, afin de faire du livre «un véritable moteur» qui mène vers l'accomplissement de soi et le progrès de la société.

S'appuyant sur des résultats, obtenus après l'application de la nouvelle stratégie du livre sur l'ensemble du territoire, la ministre de la Culture et des Arts a indiqué qu'en 2023, pas moins de 19 bibliothèques ont ouvert leurs portes au public, 14 autres durant les cinq premiers mois de l'année 2024, une année qui attend d'ouvrir encore durant les mois à venir, 18 autres établissements dédiés au livre et à la lecture.

R. C.

CONCOURS DU SALON NATIONAL DES ARTS PLASTIQUES

Mohamed El Hadi Islam de Batna couronné

LE PLASTICIEN Mohamed El Hadi Islam de Batna a remporté le premier prix du «concours du meilleur portrait d'une personnalité de la wilaya de Tébessa» organisé dans le cadre du 16ème salon national des arts plastiques. Le second prix a été attribué à deux artistes lors de cette cérémonie organisée dans la soirée de jeudi dernier. La distinction a donc été attribuée en ex-aequo à Mohamed Walid Chemami d'Oum El Bouaghi et Mohamed Lamine Hassan de Sidi Bel Abbès, tandis que le troisième prix est revenu à Hamza Mechenef de Batna.

Les artistes Salah-Eddine Djoulah et Boualem Lazhar de Tébessa et Farouk Bouchelouga de Constantine ont obtenu des prix d'encouragement du jury composé du Pr. Hamza Triki de l'université Salah Boubnider de Constantine, Pr. Adel Djessasse de l'université de Mostaganem et Abdelatif Rechache enseignant d'arts plastiques et cadre de la maison de la culture Mohamed chebouki de Tébessa, organisatrice de la manifestation. Les élèves Ayhem Aouni, Isra Soltani, Imane Boumedjene et Mohieddine Nasreddine ont été distingués au terme du concours de dessin pour enfants organisé sur le thème de la Palestine en marge de ce salon. Le salon national des arts plastiques a été ouvert mardi à la maison de la culture Mohamed-chebouki et a connu la participation de 45 artistes de 12 wilayas du pays.

R. C.

SOFIANE AÏSSAOUI (*), CHAMPION DE MMA AU *JEUNE INDÉPENDANT* :

«Mon projet est de créer une fédération et de former des champions»

Sofiane Aïssaoui surnommé « The Lion » est un combattant des Arts martiaux mixtes (MMA) reconnu sur la scène internationale. Son parcours, en France, marqué par une ascension fulgurante et une blessure grave, l'a amené à s'interroger sur l'humilité et la persévérance. Aujourd'hui, ce franco-algérien a pour ambition de développer le MMA en Algérie, en créant une fédération et en formant de futurs champions. Dans cet entretien accordé au Jeune Indépendant, Sofiane Aïssaoui se livre à cœur ouvert sur son parcours, ses motivations et ses projets pour l'avenir du MMA en Algérie. Il évoque également les défis auxquels il a dû faire face et son engagement à redonner à son pays.

Entretien réalisé par Meriem Djouder

Le Jeune Indépendant : Parlez-nous de votre parcours sportif, en particulier de votre transition du judo au MMA ?

Sofiane Aïssaoui : J'ai commencé le judo à l'âge de 4 ans et j'ai persévéré dans cette discipline jusqu'à mes 22 ans, atteignant le niveau international. J'ai combattu partout en France et à l'étranger. Après cela, j'ai ressenti l'envie de relever un nouveau défi en me tournant vers le MMA. En quelques mois seulement, j'ai intégré l'équipe de France et participé aux championnats du monde et d'Europe. Mes performances m'ont ensuite ouvert les portes du statut de combattant professionnel.



Photo : A. Ryad /LJI

Pourquoi le choix du MMA ? Qu'est-ce qui vous a attiré dans cette discipline ?

Tout d'abord la possibilité de parcourir le monde et d'assurer un avenir financier confortable en accédant au statut de champion. Cette discipline, par sa nature multidisciplinaire, offrait l'opportunité de démontrer des aptitudes dans divers domaines sportifs, ce qui constituait un défi motivant. J'ai dû relever des défis au niveau technique, car je débutais dans le MMA sans bagage. J'ai dû puiser dans les ressources disponibles sur internet pour apprendre les techniques de base. Cela a rendu le début de ma carrière particulièrement ardu, mais m'a permis de développer une persévérance et une débrouillardise qui m'ont été précieuses par la suite.

Quelles leçons avez-vous tirées de votre expérience dans le MMA ?

L'humilité et la modestie. Au début de ma carrière, j'étais l'une des rares personnes à intégrer rapidement l'équipe de France et à participer aux championnats du monde, devenant très vite champion. Alors, j'ai pris la grosse tête. Puis, une grave blessure m'a fait comprendre l'importance de rester modeste et humble.

Quel est votre regard sur l'état actuel du MMA en Algérie ?

Le MMA en Algérie en est encore à ses balbutiements. Si l'enthousiasme et la volonté de pratiquer ce sport existent, les infrastructures font cruellement défaut. Les quelques clubs existants proposent des cours de MMA, mais ne répondent pas aux standards internationaux. Mon ambition est de créer une fédération de MMA en Algérie, qui permettrait d'encadrer la discipline, de la structurer et de lui donner les moyens de s'épanouir. Mon objectif est de développer le MMA en Algérie et de faire émerger de futurs champions. J'espère que cela se réalisera le plus vite possible. Dès que je rencontre les personnes compétentes, je m'efforce d'avancer rapidement. Plus vite ce sera fait, mieux ce sera. Cette fédération permettra d'organiser des événements et un championnat d'Algérie. Ensuite, les meilleurs combattants participeront aux championnats d'Afrique, puis du monde.



Selon vous, quels sont les principaux obstacles au développement du MMA en Algérie et quelles solutions préconisez-vous pour les surmonter ?

L'absence de salles d'entraînement adéquates constitue un frein majeur. L'installation d'infrastructures modernes et équipées dans les grandes villes, telles qu'Oran, Alger et Annaba, permettrait d'accueillir les pratiquants dans des conditions optimales et de favoriser la progression de la discipline.

L'engouement des femmes pour les sports de combat, notamment le judo et le karaté, en Algérie est en plein essor. Que pensez-vous de cette tendance ?

Je trouve cela important. Nous vivons dans une société qui semble de plus en plus dangereuse, peut-être pas encore en Algérie, car je n'y vis pas, mais dans d'autres pays. C'est important pour les femmes d'apprendre des sports de combat. Cela leur permet de s'émanciper et de se défendre en cas d'agression. De nos jours, les femmes devraient avoir autant d'impact sur le plan sportif et représenter leur pays au même titre que les hommes.

Dans votre événement « Arènes des Sacres », vous avez mis en avant des combats de MMA féminin…

En France, il y a peu de combats féminins, et dans le monde également, ils sont rares. Je veille toujours à inclure au moins un combat de femmes, qu'il s'agisse de professionnelles ou d'amateurs, lors de mes événements. Je suis engagé dans le développement du sport pour les femmes. Cette



cause me tient particulièrement à cœur, d'ailleurs, ma fille et ma petite sœur pratiquent également le MMA. La nouvelle édition des arènes des sacres sera différente des autres. Elle se déroulera dans un Zénith de 4000 personnes, contrairement aux éditions précédentes qui se tenaient dans une salle de 1500 personnes. Il y aura davantage de combats professionnels et internationaux au programme. Je participerai moi-même à cet événement, où je tenterai de remporter la ceinture des 84 kilos. De plus, des tournois amateurs ont été organisés, ce qui est rare en France. Nous sommes les seuls à proposer ce type de compétitions amateurs, où les participants sont rémunérés pour les inciter à s'investir davantage.

Quels conseils donneriez-vous aux jeunes qui veulent se lancer dans ces disciplines en Algérie ?

Je leur conseillerais d'avoir une grande rigueur et d'être très disciplinés. Les sports de combat sont plus difficiles que les autres disciplines car on prend des coups et on se fait mal. Cela demande une grande force mentale. Ils ne se résument pas à être agressif et à frapper des gens, ni à avoir simplement des muscles. Il faut également avoir un cerveau, pour la préparation mentale et la stratégie nécessaire pour battre un adversaire.

Y a-t-il des athlètes algériens qui vous ont marqué ?

Je n'en ai pas vu beaucoup car je n'ai pas exploré toute l'Algérie. Mais je pense à un jeune de Bordj Bou Arreridj, pratiquant le kickboxing et intéressé par le MMA, qui est très talentueux. Je crois que si l'on repère davantage des jeunes algériens, ils pourraient devenir de grands champions. Il y a beaucoup de potentiel. Moi, pratiquant le judo, celui qui m'a toujours inspiré en Algérie, c'était Amar Benyekhlef.

Avant d'entamer mes deux ou trois semaines d'entraînement en Algérie, j'étais en France, bénéficiant de tout le confort et des infrastructures nécessaires pour m'entraîner correctement. Mais, je ressentais le besoin de sortir de ma zone de confort. Je suis venu sans coach, sans préparateur physique, sans savoir où cela me mènerait. Je voulais affronter la difficulté de bout en bout, tel que dans un combat. De plus, le fait de savoir que je suis dans mon pays d'origine ajoutait une saveur particulière à cette expérience. Je me suis senti beaucoup plus prêt, beaucoup plus à l'aise ici qu'au début de ma préparation en France.

Quels sont vos projets sportifs en dehors de l'Algérie ? Avez-vous des combats ou des compétitions de prévus prochainement ?

J'ai des propositions de grandes organisations mondiales comme le PFL et le KSW. Nous attendons de voir ce que nous allons choisir. Peut-être que si je mets un KO lors de mon combat la semaine prochaine, l'UFC m'appellera. Je ne sais pas encore. En France, j'ai accompli tout ce que je voulais. J'ai ma propre salle, mon propre événement, je suis combattant professionnel, j'ai été membre et sélectionneur de l'équipe de France. Je ne vois pas ce que je pourrais faire de plus, à part peut-être signer avec une grande organisation. La France m'a beaucoup donné et j'ai aussi beaucoup contribué. Maintenant, j'aimerais rendre tout ce que j'ai pris en France en l'apportant à l'Algérie. Il y a beaucoup d'Algériens qui veulent partir. Je peux dire que la France n'est pas mieux que l'Algérie. Les Algériens n'ont rien à envier aux Français. En France, quoi qu'il arrive, vous ne serez jamais considérés comme des Français. Il ne faut pas croire que la France est un Eldorado. J'espère remporter mon combat la semaine prochaine. J'aimerais inviter tous les Algériens qui liront cet article à me suivre désormais sur les réseaux sociaux pour me soutenir. Avec un peu de chance, nous pourrons bientôt établir une fédération et former de nouveaux champions, qui je l'espère, seront encore meilleurs et plus forts que moi.

(*) Sofiane Aïssaoui, né le 23 août 1991 à Revin en France, est un pratiquant franco-algérien d'arts martiaux mixtes (MMA), Pancrace et Karaté Mix, dans la catégorie des poids welters.

PARA-ATHLÉTISME /MONDIAUX DE KOBE-2024 :

Nouvelle médaille d'argent pour l'Algérie, grâce à Ziamni

L'Algérie a ajouté une médaille d'argent à sa moisson de breloques aux Championnats du monde de para-athlétisme, grâce au lanceur de poids T38, Lazhar Ziamni, vendredi, lors de la 8e et avant dernière journée des joutes qu'abritent Kobe (Japon).



Ziamni dont c'est la première participation aux mondiaux, a jeté son engin à 12,73 mètres au concours du poids, classe F38, loin derrière le champion du monde en titre et recordman du monde, le Colombien Lemos Rivas, auteur d'un jet à 17,10 mètres (son record du monde réalisé en juillet dernier aux Mondiaux de Paris est de 18,26 mètres.). La médaille d'argent de Lazhar Ziamni est la seule décrochée par l'Algérie lors de cette 8e journée, puisque ni le demi-fondiste, Samir Nouioua (1500m) ni Mohamed Berrahal (100m) n'ont réussi leurs finales. Au 1500m T46, Nouioua s'est contenté de la 5e place en 3 :54.02, réalisant néanmoins, son meilleur chrono de la saison. Le titre mondial de l'épreuve a été remporté par Laremchuk Aleksandr (sous drapeau neutre) en 3 :48.87, devant le Bulgare Stoyanov Hristiyan (3 :49.54) et l'Australien Roeger Michael (3 :50.45). De son côté, Mohamed Berrahal a terminé au pied du podium de la finale du 100m moteur (T51), après avoir couru la distance en 21.94 (sa meilleure performance de la saison). La course é été remportée par le Belge Roger Habsh (20.82), devant le Canadien Cody Fournie (21.17) et le Mexicain Navarro Sanchez (21.85). A une journée de la clôture des 11es Championnats du monde de para-athlétisme de Kobe (17-25 mai), l'Algérie pointe à la 7e place au classement des médailles avec onze (11) breloques: cinq en or obtenue par Nassima Saifi (disque/F57), Safia Djelal (poids/F57), Athmani Skander Djamil (100m et 400m/T13), Ahmed Mehideb (Club F32), deux en argent de Walid Ferhah (Club F32) et Lazhar Ziamni (poids F38), et quatre en bronze grâce à Abdellatif Baka (1500m T13), Fakhreddine Thelaidjia (400m T36), Mokhtar Didane (100m T36) et Nassima Saifi (poids F57).

GRAND PRIX INTERNATIONAL DE LA VILLE D'ALGER :

Hamza Amari remporte l'édition 2024

LE CYCLISTE algérien, Hamza Amari, sociétaire de l'équipe Madar Pro-Team, a remporté l'édition 2024 du Grand Prix International de la Ville d'Alger, disputée vendredi après-midi, sur une distance de 82,5 km, en présence de 70 coureurs, représentant 15 équipes. La deuxième place de cette course, dédiée au défunt journaliste «Djamel Boubercha», a été prise par le Malaisien, Ayoub Moutakel, de l'équipe Terengganu Cycling Team, ayant réussi le même chrono que Hamza Amari, alors qu'un autre algérien, Ayoub Ferkous, de l'équipe Union El Kantara a pris la troisième place, avec un chrono de 1h 58 min 02 sec. La course s'est déroulée près du siège de la Wilaya d'Alger, sur un circuit fermé de 1,65 km, que les 70 coureurs engagés ont parcouru 50 fois, pour une distance totale de 82,5 km. Le vainqueur de cette édition 2024 du Grand Prix International de la Ville d'Alger empochera un chèque de 970 euros, alors que le deuxième et le troisième toucheront respectivement 484 euros et 243 euros. Les organisateurs ont décidé de dédier cette compétition au défunt Djamel Boukercha en guise de reconnaissance pour son engagement à développer la «petite reine», particulièrement le Tour d'Algérie, auquel il était resté fidèle pendant de longues années. La compétition a été précédée du Grand Prix de la Ville d'Oran et le Grand Prix de la Ville d'Annaba, et surtout par le Tour d'Algérie Cycliste (TAC-2024), remporté par Nassim Saïdi, de la Madar Pro-Team. C'est ce même Nassim Saïdi qui avait remporté le Grand Prix d'Oran, le 11 mai courant, avec un chrono de 2h42 :37», alors que le Grand Prix international de la Ville d'Annaba, disputé mercredi dernier, a été remporté par L'Erythréen, Michael Melkias, en 1h52 :21».

LIGUE 2 (28E JOURNÉE) :

L'ES Mostaganem à un point du bonheur, grosse bousculade entre les retardataires

L'ES MOSTAGANEM, vainqueur en déplacement contre le RC Arbaâ (2-1), a conservé son avance de cinq points en tête du classement du groupe Centre-ouest, à l'occasion de la 28e journée de la Ligue 2 de football amateur, disputée vendredi, alors que l'USM Annaba a réalisé une bonne opération dans la lutte pour le maintien dans le groupe Centre-Est, en dominant l'IB Khemis Khechna (3-0).

GROUPE CENTRE-OUEST : UN PETIT NUL ET LE TOUR EST JOUÉ POUR L'ESM

A la faveur de ce nouveau succès, l'ES Mostaganem (69 pts) a maintenu sa série d'invincibilité (15 victoires, 1 nul), tenant à distance son principal rival dans la course à l'accession, le RC Kouba (64 pts), qui a battu le CR Témouchent (2-0). A deux journées de la fin de la saison, l'Espérance de Mostaganem qui possède cinq longueurs d'avance sur son dauphin, n'a besoin que d'un seul petit point lors de la réception de l'ASM Oran lors de la prochaine journée, pour valider son accession en Ligue 1 professionnelle, après 25 ans d'attente. De son côté, le RC Arbaâ (32 pts) glisse au 14e rang synonyme pour le moment de relégation en Inter-régions en compagnie de la JS Guir Abadla et l'Olympique Médéa, bons derniers avec 15 points. Toujours dans la lutte pour le maintien, le NA Hussein-Dey (9e, 35 pts) est parvenu à revenir avec les trois points de la victoire de son déplacement chez le MCB Oued Sly (1-0), alors que le WO Boufarik (13e, 33 pts) a fait match nul (1-1) contre le SC Mecheria, qui occupe la neuvième place conjointement avec le NAHD et MCBOS. La JSM Tiaret (7e, 36 pts) a également réalisé une bonne opération lors de cette journée en s'imposant (2-0) devant le GS Mascara, tout comme l'ASM Oran (12e, 34 pts), qui a battu le SKAF Khemis Miliana (1-0).

GROUPE CENTRE-EST : BOUTEILLE À L'ENCRE À L'ARRIÈRE

Dans le groupe Centre-Est, l'E Sour Ghozlane (15e, 28 pts) a hypothéqué sérieusement ses chances de maintien en Ligue 2 après sa lourde défaite (3-0) en déplacement chez le leader l'Olympique Akbou, qui a déjà acté son accession en Ligue 1 depuis deux journées. Sour El-Ghozlane garde tout de même un léger espoir, puisque le match opposant le HB Chelghoum Laid (14e, 30 pts) face à l'AS Khroub (7e, 37 pts), a été interrompu en raison des conditions météo difficiles. Toujours dans la lutte pour le maintien, l'USM Annaba (12e, 34 pts) a quitté la zone rouge en dominant l'IB Khemis Khechna (3-0), alors que l'AS Ain M'lila (13e, 31 pts) se retrouve dans situation délicate après sa défaite face à l'O-Magrane (10e, 36 pts).
Egalement concerné par la bataille pour la survie, l'USM El Harrach (11e, 35 pts) s'est inclinée face la JS Bordj Menaiel (0-2), au moment où l'IRB Ouargla (38 pts) a battu le MC El Eulma (2-0). La lutte pour éviter la relégation s'annonce féroce lors des deux dernières journées dans les deux poules avec plusieurs clubs qui joueront leur survie en Ligue 2.

VOLLEY-BALL-NATIONALE1 (PLAY-OFFS, 4E J):

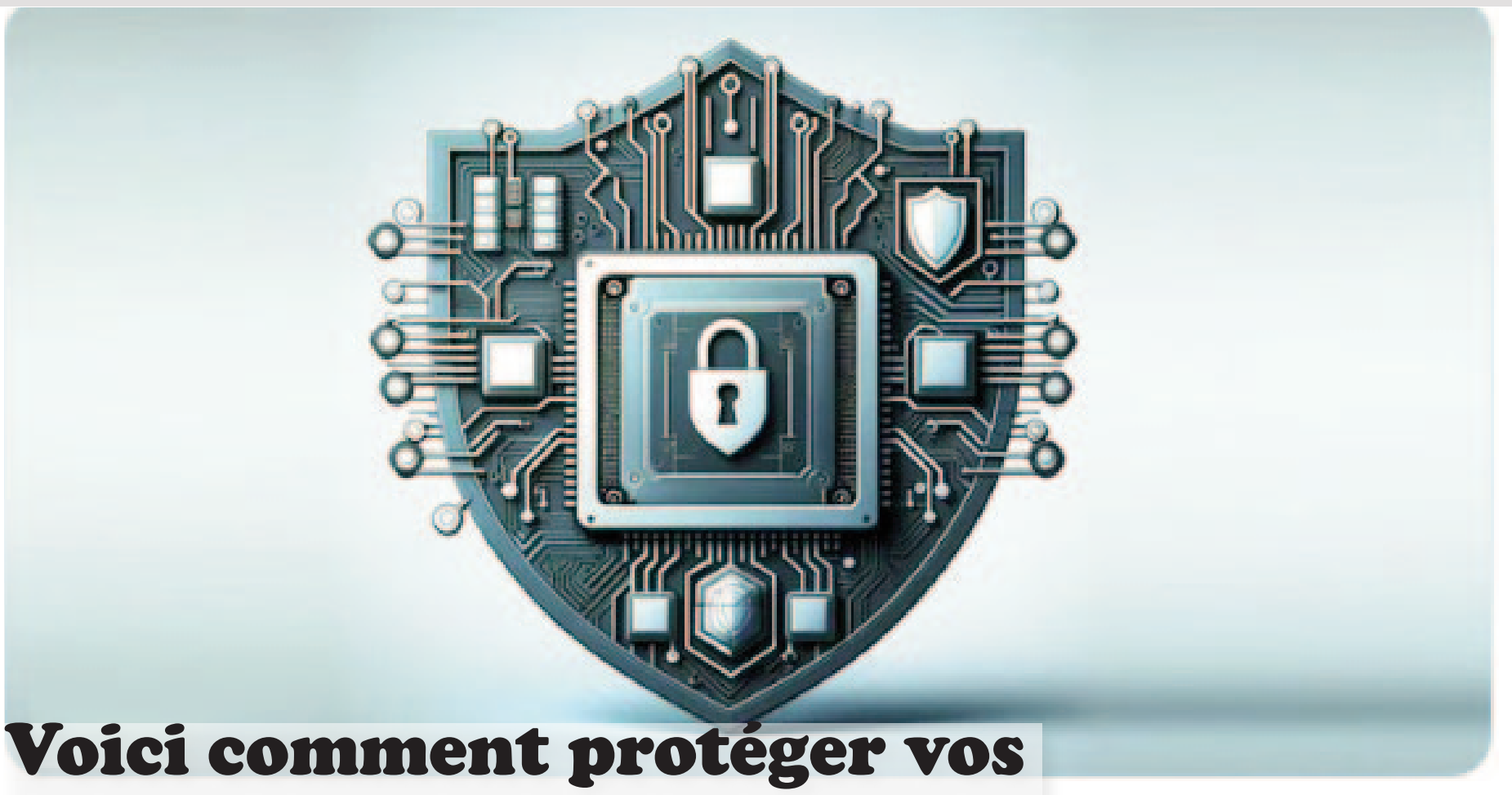
Le JSCOA s'offre le WAT et vire en tête, le MCA défait également

LE JSC Ouled Adouane s'est emparé de la tête des play-offs du championnat national de volleyball à la faveur de sa victoire enregistrée face au WA Tlemcen (3-1), jeudi à Blida, en match comptant pour la 4e journée de la seconde phase de la Nationale Une. Invaincu depuis l'entame des play-offs, le JSCOA, équipe relevant de la wilaya de Sétif, continue sur son élan et inflige au WAT son premier revers par la même occasion. Dans ce match au sommet, les Sétifiens ont pris les devants en s'offrant les deux premiers sets (25-22, 25-19). Les Zianides ont réagi dans la foulée en remportant le 3e set (25-16), mais ils n'ont fait que retarder leur défaite, car le JSCOA a vite repris les choses en main en gagnant le 4e et dernier set (25-23). Grâce à ce 4e succès de suite, le JSCOA détrône son adversaire du jour et passe en tête avec 11 points. De son côté, le WAT recule à la 3e position (9 pts). À l'instar du JSCOA, l'ES Sétif a aligné une 4e victoire d'affilée en surclassant le PO Chlef (3-0), dans un match dominé de bout en bout (25-18, 25-15, 25-23). Embusqué au pied du podium à l'issue du premier tournoi, le second représentant de la capitale des Hauts Plateaux progresse de deux rangs et s'installe à la seconde place (10 pts). Dans la ville des roses, il n'y a pas que le WAT qui a raté sa sortie. En effet, le MC Alger, autre formation à avoir réalisé un sans-faute le week-end dernier, a également était défait. Les Vert et Rouge ont subi la loi de la formation locale, l'ASV Blida (3-0). Obligés de réagir afin de se relancer dans la course aux quatre premières places qualificatives pour le prochain tournoi, dit le « Carré d'As », après deux défaites de rang, les Blidéens ont répondu présents tout au long de la confrontation (25-16, 26-24, 25-16). À la suite de ce résultat, le MCA rétrograde de la 3e à la 4e place (8 pts), alors que l'ASVB rejoint l'OMK El Milia à la 5e place (6 pts). Ce dernier a d'ailleurs raté l'occasion de faire partie du quatuor de tête après avoir été battu par JS Messelmoune (3-1). Dans l'autre match, l'ES El Eulma a remporté sa première victoire dans ces play-offs en disposant de l'ES Tadjenanet (3-1). La 5e manche de cette deuxième phase de la Nationale Une aura lieu ce vendredi avec en tête d'affiche le match WA Tlemcen – MC Alger. De leur côté, le JSCOA et l'ESS évolueront sur du velours en affrontant, respectivement, l'ESEE et la JSM. Rappelons qu'à l'issue des trois tournois play-offs, les quatre premiers au classement disputeront un autre tournoi, aux allures de demi-finales et prévu en aller simple, afin de dégager les noms des deux équipes qui animeront la grande finale pour le titre de champion.

HANDBALL-DIVISION EXCELLENCE (1ÈRE JOURNÉE DES PLAY-OFFS) :

Ain Touta et Skikda assurent

LE TOURNOI play-off du championnat national de handball, Division Excellence, a débuté jeudi à la salle Harcha Hassen d'Alger. Cette première journée a été marquée par les victoires du champion d'Algérie en titre, l'ES Aïn Touta, difficile vainqueur du CRB Mila (26-25), ainsi que celles de la JSE Skikda, de l'O. El-Oued et du M Bordj Bou Arreridj. La seconde manche des play-offs aura lieu ce vendredi, alors que la 3e et dernière journée se jouera samedi. Pour rappel, l'équipe classée première à l'issue des trois manches remportera le titre de champion d'Algérie pour la saison 2023/2024.



Voici comment protéger vos ordinateurs contre les attaques LogoFAIL

Technologie : Cette myriade d'attaques de firmware s'empare des ordinateurs à tour de bras. Voici quels sont les appareils vulnérables et ce que vous pouvez faire pour les protéger.

L'équipe de Binarly REsearch, une société spécialisée dans la sécurisation de la chaîne d'approvisionnement des microprogrammes (firmware), a découvert une constellation de failles de sécurité appelées LogoFAIL qui se cachent dans les interfaces de micrologiciels extensibles unifiées (UEFI) que nous utilisons pour le démarrage de presque tous les appareils informatiques modernes. Linux ou Windows, ARM ou x86, peu importe, ils sont tous vulnérables.

Cette menace est présente dans les systèmes depuis des années, voire des décennies. Ce qui la rend particulièrement inquiétante, c'est le large éventail d'ordinateurs grand public et professionnels concernés. Le cœur de LogoFAIL est l'exploitation des logos affichés sur l'écran de l'appareil au cours du processus de démarrage, alors que l'UEFI est encore en cours d'exécution.

Cette exploitation a lieu au cours des premières étapes du processus de démarrage, de sorte que les attaques contournent les défenses de l'UEFI, telles que Microsoft Secure Boot et Intel Secure Boot, qui sont censées bloquer les infections par bootkit. Cette technique est une très mauvaise nouvelle.

Ces analyseurs d'images UEFI ont été mal entretenus

Plus précisément, l'attaque tire parti des analyseurs d'images UEFI. Il existe des programmes qui rendent les logos de l'image de démarrage visibles. Ce logiciel est incorporé dans l'UEFI par les principaux fournisseurs de BIOS indépendants (IBV), tels que AMI, Insyde et Phoenix.

Le micrologiciel UEFI peut contenir des analyseurs d'images dans plusieurs formats, notamment BMP, GIF, JPEG, PCX et TGA. Au total, l'équipe Binarly a trouvé 29 problèmes de sécurité, dont 15 étaient exploitables pour de l'exécution de code arbitraire.

En bref, ces analyseurs d'images UEFI ont été mal entretenus et sont truffés de vulnérabilités critiques. Les attaquants peuvent remplacer les images de logos légitimes par des images identiques spécialement conçues pour exploiter les bogues. Cette technique permet l'exécution d'un code malveillant lors de la phase Driver Execution Environment (DXE), une partie très sensible du processus de démarrage. Cette attaque se produit avant que le système d'exploitation ne démarre.

Vulnérabilités révélées lors de la conférence sur la sécurité Black Hat à Londres

Comme l'indiquent les chercheurs de Binarly : "Une fois que l'exécution de code arbitraire est réalisée pendant la phase DXE, la sécurité de la plate-forme est compromise." À partir de ce moment, les attaquants ont "le contrôle total de la mémoire et du disque de l'appareil cible, y compris le système d'exploitation qui sera démarré".

Ainsi, une fois que l'exécution d'un code arbitraire est réalisée pendant la phase DXE, un attaquant obtient le contrôle total de la mémoire et du disque de l'appareil cible, y compris le système d'exploitation qui sera démarré. LogoFAIL peut ainsi livrer une charge utile qui dépose un exécutable sur le disque dur avant même que le système d'exploitation principal n'ait démarré. Ce niveau d'accès rend presque impossible la détection ou la suppression de l'infection à l'aide des mécanismes de défense actuels. Les vulnérabilités ont été révélées lors de la conférence sur la sécurité Black Hat à Londres, et les parties concernées publient des avis indiquant quels sont leurs produits vulnérables et où se procurer les correctifs de sécurité. L'impact de LogoFAIL est évident puisqu'il affecte la quasi-totalité de l'écosystème des processeurs x64 et ARM, y compris les fournisseurs UEFI, les fabricants d'appareils, tels que Lenovo et HP, et les fabricants de processeurs, tels qu'Intel, AMD et les concepteurs de processeurs ARM.

Mais pourquoi cette attaque pose-t-elle un tel problème ? Qui veut changer le logo de démarrage de son ordinateur ? Selon l'expert en sécurité Bruce Schneier, ce sont les entreprises qui sont concernées : "Les entreprises veulent pouvoir afficher leurs propres logos. Cette possibilité doit donc se trouver dans le BIOS, ce qui signifie que les vulnérabilités ne sont pas protégées par les défenses du système d'exploitation. Et les concepteurs du BIOS ont probablement utilisé une bibliothèque graphique aléatoire d'Internet et n'y ont plus jamais réfléchi".

Et maintenant, une bonne nouvelle

Les Mac, les smartphones et les autres appareils qui n'utilisent pas l'UEFI ne sont pas vulnérables. Même les Apple Mac Intel, qui utilisent l'UEFI pour démarrer, ne peuvent pas être attaqués par LogoFAIL. Cette protection est due au fait qu'Apple a codé en dur ses fichiers d'image de logo dans l'UEFI et qu'il est impossible de les remplacer par une copie malveillante.

La plupart des ordinateurs Dell ne sont pas non plus vulnérables. En effet, la société utilise Intel Boot Guard pour rendre impossible le remplacement des images. En outre, les appareils Dell ne permettent généralement pas de modifier les images du logo.

Si vous avez des machines vulnérables, vous devez d'abord vous assurer que personne ne peut pénétrer dans l'appareil. Ce niveau de protection implique de patcher votre système d'exploitation et vos programmes contre toutes les attaques connues. Si vous utilisez Windows, mettez à jour vos protections antivirus. Ces programmes ne peuvent pas arrêter LogoFAIL, mais ils peuvent vous empêcher de recevoir des logiciels malveillants qui chargeront LogoFAIL dans votre système.

Empêcher les attaquants d'accéder à la Partition système EFI

L'astuce consiste à empêcher les attaquants d'accéder à la Partition système EFI (ESP) en premier lieu. C'est dans cette partie cachée de votre disque dur que l'image du logo est stockée. Si les attaquants ne peuvent pas accéder à l'ESP, ils ne peuvent pas l'attaquer.

La véritable solution consiste à mettre à jour votre microprogramme. Des correctifs sont en cours d'élaboration par AMI, Intel), Insyde, Phoenix et Lenovo. Ces produits ne sont toutefois pas encore disponibles. Comme l'indique Intel, "Les mises à jour du bios seront publiées entre la fin du quatrième trimestre 2023 et le début du premier trimestre 2024." Bien sûr, j'ai toujours voulu passer les vacances d'hiver à mettre à jour et à redémarrer toutes mes machines - et je suis sûr que c'est aussi votre cas.

En attendant, verrouillez vos systèmes autant que vous le pouvez, afin qu'un attaquant LogoFAIL ne puisse pas prendre pied. Une fois qu'ils sont entrés, il est presque certain que vous ne pourrez pas les faire sortir.

La multiplication des satellites pose de graves enjeux environnementaux

Réseaux : Sous la lancée de Starlink, les mégaconstellations de satellites en orbite basse se multiplient pour assurer une connectivité sur toute la surface du globe. Conception énergivore, pollution lumineuse, débris spatiaux, risques d'interférence… Les impacts environnementaux sont déjà nombreux assure l'Arcep. L'espace est encombré de satellites. Quelque 9 000 satellites naviguent actuellement au-dessus de nos têtes et leur nombre pourrait plus que décupler dans les prochaines années. Si cela fait sept décennies que l'homme envoie des satellites pour prévoir la météo, aider à la navigation (GPS, Galileo) ou mesurer les effets du réchauffement climatique, l'arrivée depuis trois ans des mégaconstellations dédiées aux télécommunications opère un véritable changement d'échelle.



6G : comment Samsung et Arm veulent faire face au déluge de données à venir





« L'IA alimente la demande de technologies de nouvelle génération »

« L'IA alimente la demande de technologies de nouvelle génération telles que la 6G, mais la quantité insatiable de données crée un besoin vital de traitement économe en énergie », selon Mohamed Awad, vice-président d'Arm. M. Awad a ajouté que le partenariat entre Samsung et Arm visera à « permettre à l'infrastructure de l'IA de fonctionner aussi efficacement que possible ». Pour ce qui est de l'avenir, on ne sait pas si Samsung et Arm ont établi une feuille de route PPP. Mais comme il reste encore des années avant que la 6G ne devienne une réalité, elles ont encore beaucoup de temps pour trouver une solution – et préparer les réseaux sans fil à l'assaut des données d'IA.

Le nombre croissant d'appareils, associé à l'appétit insatiable de l'IA pour les données, posera d'énormes problèmes de débit aux réseaux 6G. C'est là qu'intervient le PPP. Retenez bien cet acronyme.

Bien que nous soyons encore à l'ère de la 5G, Samsung se tourne déjà vers l'avenir pour tenter de résoudre les problèmes qui pourraient rendre le déploiement de la 6G difficile, voire impossible.

Samsung Research, la branche recherche et développement du géant technologique coréen, s'est associée à Arm pour développer des technologies qui permettraient de traiter les paquets parallèles (PPP – Parallel Packet Processing) sur les réseaux 6G. Le PPP est une technologie qui améliore le débit des données sur les réseaux, permettant à ces derniers de traiter plus de données de manière plus efficace.

Dans le cadre de leur collaboration, les efforts de Samsung et d'Arm seront ouverts à tous. De quoi permettre à l'ensemble de la communauté technologique d'accéder à leurs recherches et à leurs travaux sur l'amélioration du PPP.

Des vitesses allant jusqu'à 1Tbps et une meilleure couverture

« Le travail de Samsung avec Arm vise à accélérer de manière significative le calendrier de recherche et de développement en prévision de l'afflux de données généré par les environnements 6G », a déclaré la société dans un communiqué.

La 6G, selon certains experts, pourrait être lancée d'ici 2030. Elle promet des vitesses allant jusqu'à 1Tbps et une meilleure couverture. De quoi en faire un concurrent sérieux – voire un remplaçant – pour les réseaux domestiques filaires et sans fil.

Cependant, le déploiement de la 6G pose de nombreuses questions. Avec le nombre sans cesse croissant d'appareils qui arrivent sur le marché, les réseaux 6G devront faire face à un débit de données plus important que jamais. Et comme l'intelligence artificielle joue désormais un rôle majeur dans presque toutes les facettes de l'industrie, il sera essentiel de disposer d'une technologie robuste pour répondre aux besoins massifs de l'IA en matière de données et d'énergie.



VivaTech

Le meilleur de l'intelligence artificielle, de la durabilité et de la mobilité au rendez-vous de VivaTech.

VivaTech, le plus grand événement européen dédié aux start-up et à la tech est dans les starting-blocks pour ouvrir ses portes au meilleur de l'innovation, des écosystèmes, des intervenants et des décideurs économiques de plus de 120 pays.

En 2024, Paris sera une nouvelle fois au centre du monde. Sportif en raison des Jeux olympiques bien évidemment mais aussi technologique puisque la capitale française ouvrira les portes de la huitième édition de VivaTech du 22 au 25 mai 2024. Plus vite, plus haut, plus fort : la devise olympique colle d'ailleurs parfaitement à l'esprit de ce plus grand événement européen dédié aux start-up et à la tech, qui rassemble toute l'effervescence de l'écosystème avec des innovations en avant-première mondiale.

En 2023, VivaTech avait déjà connu un record d'affluence en dépassant pour la première fois la barre des 150 000 visiteurs venus de 174 pays. 120 pays représentés dans 40 pavillons, Pour décrypter ces nouvelles tendances et comprendre leur impact sur l'économie, mais aussi nos sociétés, nos systèmes politiques et notre Planète, VivaTech réunit pendant 4 jours le meilleur de l'innovation, des écosystèmes, des intervenants et des décideurs économiques de plus de 120 pays ».

En plus de représentants d'Asie, d'Amérique et d'Afrique, l'édition 2024 accueillera en effet 30 % en plus de pays européens par rapport à l'année précédente, avec notamment une apparition inédite du Royaume-Uni.

Le pays à l'honneur cette année, le Japon mettra en lumière son écosystème tech avec une délégation d'institutionnels, d'entreprises et de start-up.

VivaTech sera également le théâtre de la remise des prix des AfricaTech Awards pour la troisième année consécutive.

Cette interface cerveau-machine peut lire dans les pensées !

Des chercheurs de Caltech ont créé une interface cerveau-machine capable de détecter un ensemble de mots auxquels des volontaires pensent. Bien qu'encore rudimentaire, les résultats ont permis aux chercheurs d'identifier une zone du cerveau, le gyrus supramarginal, comme cible prometteuse pour de futures interfaces liées à la parole.

Les ordinateurs pourront-ils bientôt lire dans les pensées ? Des chercheurs de l'institut Caltech aux États-Unis viennent de présenter une interface cerveau-machine capable de déchiffrer des mots auxquels les sujets pensent. Ils ont publié les résultats de leurs études sur deux volontaires tétraplégiques dans la revue Nature Human Behaviour.

Ce n'est pas la première interface de ce genre, mais les autres études demandent aux participants de mimer la prononciation pour lire l'activité du cortex moteur, ou alors se contentent de réponses simples, avec oui ou non. Ici, les deux sujets doivent simplement prononcer certains mots dans leur tête.



Le gyrus supramarginal, nouvelle cible des interfaces cerveau-machine ?

L'interface enregistre les signaux de neurones individuels grâce à des électrodes implantées dans le gyrus supramarginal, situé dans le cortex pariétal postérieur. La phase d'entraînement a nécessité seulement 15 minutes, puis les participants devaient regarder un mot sur un écran et le subvocaliser, sans essayer de le prononcer. Les chercheurs ont testé en tout huit mots différents, dont deux inventés. Le système a ensuite analysé les signaux des neurones et a réussi à identifier les mots correctement dans 79 % des cas avec le premier sujet, et dans 23 % des cas avec le second.

Dans l'Empire ottoman, les fonctionnaires gouvernementaux condamnés avaient le droit de participer à une course à pied pour leur vie !



L'Empire ottoman était l'un des empires les plus puissants de l'histoire, Il a, en effet, enjambé les années entre 1299 à 1922. L'Empire a atteint, à son apogée, une superficie de 5 200 000 km² couvrant une grande partie du sud-est de l'Europe et certaines parties de l'Afrique du Nord.
En cas de condamnation à la peine capitale les fonctionnaires hauts placés dans le gouvernement ottoman pouvaient défier leurs bourreaux pour une course à pied d'environ 300 mètres et s'ils gagnent ils seront graciés.

En moyenne, les enfants d'aujourd'hui savent utiliser une souris et jouer à un jeu vidéo mieux que de faire du vélo ou de nager !



Les enfants modernes sont devenus incapables de faire des activités physiques simples, puisque presque immédiatement après leur naissance, ils sont directement attachés à des dispositifs technologiques.
Selon les statistiques, 69% des enfants savent comment utiliser une souris d'ordinateur avant d'apprendre comment lacer leurs chaussures et 58% savent comment jouer à un jeu vidéo avant d'apprendre à faire du vélo.

LE SAVIEZ VOUS
J Indépendant



L'immeuble de 168 mètres de haut en plein Manhattan (États-Unis) et sans fenêtres alimente les s péculations. Abritant officiellement un opérateur télécom, il pourrait aussi servir à la NSA, l'agence de renseignement américaine.

Quel secret cache ce gratte-ciel sans fenêtres situé au cœur de New York ?

Voici un bâtiment pour le moins intrigant. À New York, au 33 Thomas Street, dans le quartier de Tribeca, se trouve un gratte-ciel de 29 étages, 168 mètres de haut et sans fenêtre, sur aucune de ses quatre façades. Seuls les 10e et 29e étages comportent d'importantes ouvertures pour la ventilation. Chaque étage mesure 5,5 mètres de haut. Les murs extérieurs sont composés de panneaux de béton recouverts de granite. La tour est dotée d'une réserve de nourriture permettant de subvenir aux besoins de 1 500 personnes. Une véritable forteresse en plein Manhattan. Mais à quoi sert-elle ?
Inauguré en 1974, le « Long lines building » abrite à l'origine des équipements de télécommunications de la société AT & T, le géant américain des télécoms. « Le bâtiment et ses lignes téléphoniques ont été conçus pour supporter une explosion nucléaire et ses retombées et être autosuffisants durant deux semaines en conditions de guerre », peut-on même lire une page Wikipédia dédiée à ce gratte-ciel. Mais les spéculations vont bon train.

Une station d'écoute géante

En 2016, le site américain d'investigation The Intercept, révélait une autre fonction à ce gratte-ciel : il s'agirait d'un centre d'espionnage de la NSA (National Security Agency). L'immeuble serait en fait une station d'écoute géante.

Son nom de code serait : « Titanpointe ». La puissante agence de renseignement américaine disposerait d'une pièce et de matériel de pointe lui permettant de capter des communications à destination ou provenant de pays étrangers.



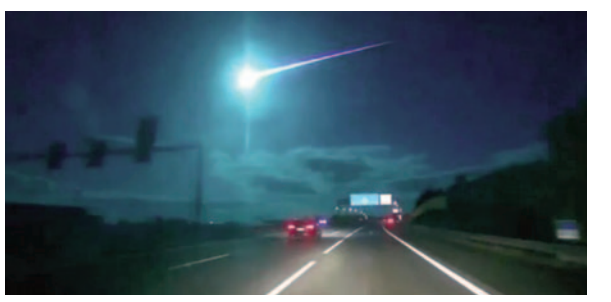
Portugal Espagne

Un impressionnant « bolide » de couleur bleue aperçu dans le ciel du Portugal et de l'Espagne

PHÉNOMÈNE•Le passage de ce météore a été capté par de nombreux témoins

Les images, impressionnantes, tournent en boucle sur les réseaux sociaux. Un « bolide » (météore très intense) a traversé le ciel de l'Espagne et du Portugal, dans la nuit de samedi à dimanche. Le phénomène a été capté par de nombreux témoins qui ont posté leurs vidéos.
Ce « bolide » spectaculaire « à haute teneur en magnésium (d'où sa couleur bleutée) a aujourd'hui traversé le ciel de l'Espagne et du Portugal » a ainsi tweeté le Réseau de recherche sur les bolides et les météorites (SPMN). « Rappelons qu'on ne l'appelle météorite que lorsqu'elle a touché le sol » précise encore l'organisme.

« Entrée dans l'atmosphère à 161.000 km/h »
Le docteur en physique José María Madiedo, chercheur à l'Institut d'astrophysique d'Andalousie, parle d'une « boule de feu spectaculaire », dans un message posté sur son compte X. Selon lui, elle a été produite « par une roche provenant d'une comète entrée dans l'atmosphère à 161.000 km/h », écrit-il. D'une forte intensité lumineuse, elle était visible à 800 km à la ronde. « De nombreux enregistrements ont été capturés dans le nord du Portugal, mais les rapports se sont étendus à des régions plus méridionales du pays, y compris le Grand Lisbonne » indique le journal Publico.



Les pompiers portugais ont reçu un premier appel dans la nuit peu après minuit, évoquant une chute d'objet. Ils se sont rendus dans la région de Serra de Montemuro, mais n'ont rien trouvé sur place.

Une saison 2024 des ouragans "extraordinaire" à l'impact potentiellement dévastateur s'annonce dans l'Atlantique

La saison des ouragans dans l'Atlantique nord s'annonce exceptionnelle, avec des prévisions de quatre à sept ouragans de catégorie 3 ou plus selon l'Agence américaine d'observation océanique et atmosphérique (NOAA). Les experts mettent en garde contre l'impact de ces phénomènes extrêmes et appellent à une anticipation et une préparation renforcées.



loride : des bactéries mangeuses de chaire découvertes après l'ouragan Ian

La saison 2024 des ouragans dans l'Atlantique nord, qui doit commencer la semaine prochaine, s'annonce exceptionnelle, avec quatre à sept ouragans de catégorie 3 ou plus possibles, selon les prévisions de l'Agence américaine d'observation océanique et atmosphérique (NOAA). "Cette saison s'annonce extraordinaire", a prévenu jeudi lors d'une conférence de presse le chef de NOAA, Rick Spinrad. En prenant en compte toutes les tempêtes les plus importantes, l'agence n'en avait jamais prédit un nombre aussi élevé lors de ses projections en mai, a-t-il ajouté. Ces prévisions sont notamment liées au développement attendu prochainement du phénomène météorologique La Niña, ainsi qu'aux températures très élevées de l'océan Atlantique, a indiqué NOAA.

Une saison qui s'étend de juin à novembre

Au total, il pourrait se développer entre 17 et 25 tempêtes auxquelles sera attribué un nom (avec des vents de plus de 63 km/h), selon NOAA. Parmi elles, entre huit et treize pourraient devenir des ouragans (plus de 119 km/h), dont entre quatre et sept de catégorie 3 ou plus (à partir de 178 km/h). Ces prévisions "sont une raison d'être inquiets, évidemment, mais pas de s'alarmer", a déclaré Ken Graham, directeur des services météo américains (NWS), en invitant les Américains à se préparer à l'avance à l'arrivée potentielle d'une tempête.

La saison des ouragans dans l'Atlantique nord s'étend de début juin à fin novembre.

Ces ouragans peuvent se révéler dévastateurs tant sur le plan matériel qu'en matière de danger pour les vies humaines, en particulier dans le sud des États-Unis. En 2022, l'ouragan Ian avait notamment très durement frappé la Floride, faisant des dizaines de victimes et causant à lui seul plus de 100 milliards de dollars de dommages.

Prendre le temps de réfléchir aux risques

De façon générale, avec le réchauffement climatique, les ouragans deviennent plus puissants, alimentés par la surface des océans plus chaude, selon les scientifiques. "La saison joyeuse de l'été devient de plus en plus une période de crainte pour le danger à venir", a commenté Astrid Caldas, scientifique au sein de l'organisation UCS (Union des scientifiques préoccupés). "Réduire" les émissions de gaz à effet de serre est "essentiel", a-t-elle ajouté.

Les experts alertent sur l'accumulation de chaleur exceptionnelle dans l'océan Atlantique depuis des mois, également très nocive pour les coraux.

Le phénomène météorologique La Niña se développe lui dans l'océan Pacifique mais a des conséquences pour toute la planète. Il a généralement pour effet d'alimenter une saison des ouragans plus intense dans l'Atlantique. La Niña a 77 % de chance de se former entre août et octobre, a précisé Rick Spinrad.

Le phénomène inverse, El Niño, était présent l'année dernière et celui-ci avait eu au contraire tendance à modérer l'activité des ouragans dans l'Atlantique nord.

"Avant que la saison des ouragans ne commence officiellement, mon message aux Américains est le suivant : prenez le temps de réfléchir aux risques qui vous sont propres", a déclaré Erik Hooks, administrateur adjoint de l'agence fédérale chargée de la réponse aux catastrophes naturelles (Fema). "Avez-vous des médicaments qui nécessitent d'être gardés au froid ? Des appareils médicaux qui demandent de l'électricité ?

Des problèmes de mobilité qui rendraient une évacuation plus complexe ?", a-t-il énuméré. "C'est le moment de vous poser ces questions, comprendre les risques, et mettre en place un plan."

La pénurie d'eau potable dans le monde est plus grave que ce que l'on pensait, et elle pourrait empirer



LES ESTIMATIONS actuelles relatives à l'accès à l'eau dans le monde seraient trop optimistes, estiment des chercheurs néerlandais. D'après leur nouveau calcul, plus de la moitié de la population n'a pas accès à suffisamment d'eau "propre" pendant au moins un mois par an. Il faudrait donc, en plus de réguler les usages, lutter davantage contre la pollution (Nature Climate Change).

Éternel paradoxe. Sur notre planète bleue, l'eau douce représente moins de 2,5 % de la totalité de l'eau, dont moins de 1 % est sous forme liquide et peut donc être utilisée par l'homme (Centre d'information sur l'eau). Et si l'eau douce se caractérise par une salinité faible par opposition à l'eau de mer, cela ne signifie pas nécessairement qu'elle est "propre". Potable, encore moins.

Le sixième Objectif de Développement Durable (ODD) établi par l'ONU vise un accès universel et équitable à l'eau potable, à l'hygiène et à l'assainissement d'ici 2030, en particulier pour les populations vulnérables.

Il appelle également à une gestion durable de cette ressource, et mentionne la réduction du nombre de personnes souffrant de la rareté de l'eau (cible 6.4) (Agenda 2030 du gouvernement).

Or, en tenant compte de la qualité de l'eau, une équipe de chercheurs de l'université d'Utrecht (Pays-Bas) calcule que 55 % de la population mondiale n'a pas accès à suffisamment d'eau propre pendant au moins un mois par an – contre 47 % si seule la quantité d'eau est prise en compte (Nature Climate Change, 23 mai 2024).

En Afrique de l'Est et en Chine, l'eau abonde parfois – mais sa qualité laisse à désirer

Par "eau propre", on entend ici une eau n'excédant pas divers seuils de qualité, dans une approche dite "multi-polluants" : salinité, pollution organique, et pollution par des agents pathogènes.

La méthode repose en effet sur un modèle simulant la qualité des eaux de surface, combiné à un modèle hydrologique de la ressource en eau (débit, prélèvement d'eau souterraine, demande en eau, etc.).

L'écart entre les estimations peut certes sembler faible, mais les différences géographiques, elles, sont de taille. Par exemple, les dépassements saisonniers des seuils de qualité de l'eau induisent des conditions de pénurie en Afrique de l'Est et dans de grandes parties de la Chine, souvent en dépit d'une disponibilité suffisante de l'eau.

L'Inde, pour sa part, souffre des effets combinés d'une disponibilité et d'une qualité insuffisantes de l'eau dans de nombreuses régions pendant une grande partie de l'année.

Les régions les plus peuplées d'Europe occidentale et d'Amérique du Nord connaissent également des pénuries, le plus souvent pendant les mois d'été. Les problèmes de quantité d'eau y sont exacerbés par une mauvaise qualité. Si les progrès dans la réutilisation des eaux usées après traitement ainsi que la désalinisation de l'eau de mer pourraient amener à relativiser ces résultats en augmentant la disponibilité de l'eau propre, on pourrait au contraire les juger encore trop optimistes, du fait que les auteurs sont partis du principe que l'eau souterraine n'était pas polluée – ce qui n'est pas forcément le cas.

Deux tiers de la population mondiale victime de pénurie d'eau en 2100

À l'aide de simulations informatiques selon différentes trajectoires en matière de changements climatiques et sociétaux, les chercheurs ont également pu estimer la pénurie d'eau à la fin de ce siècle : entre 56 et 66 % de la population sera touchée d'ici là, les habitants d'Afrique subsaharienne risquant d'être les plus durement affectés.

CONDOLÉANCES

Le Président Directeur Général de l'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité ANEP, les cadres et l'ensemble du personnel, profondément touchés par le décès de la grand-mère de leur collègue

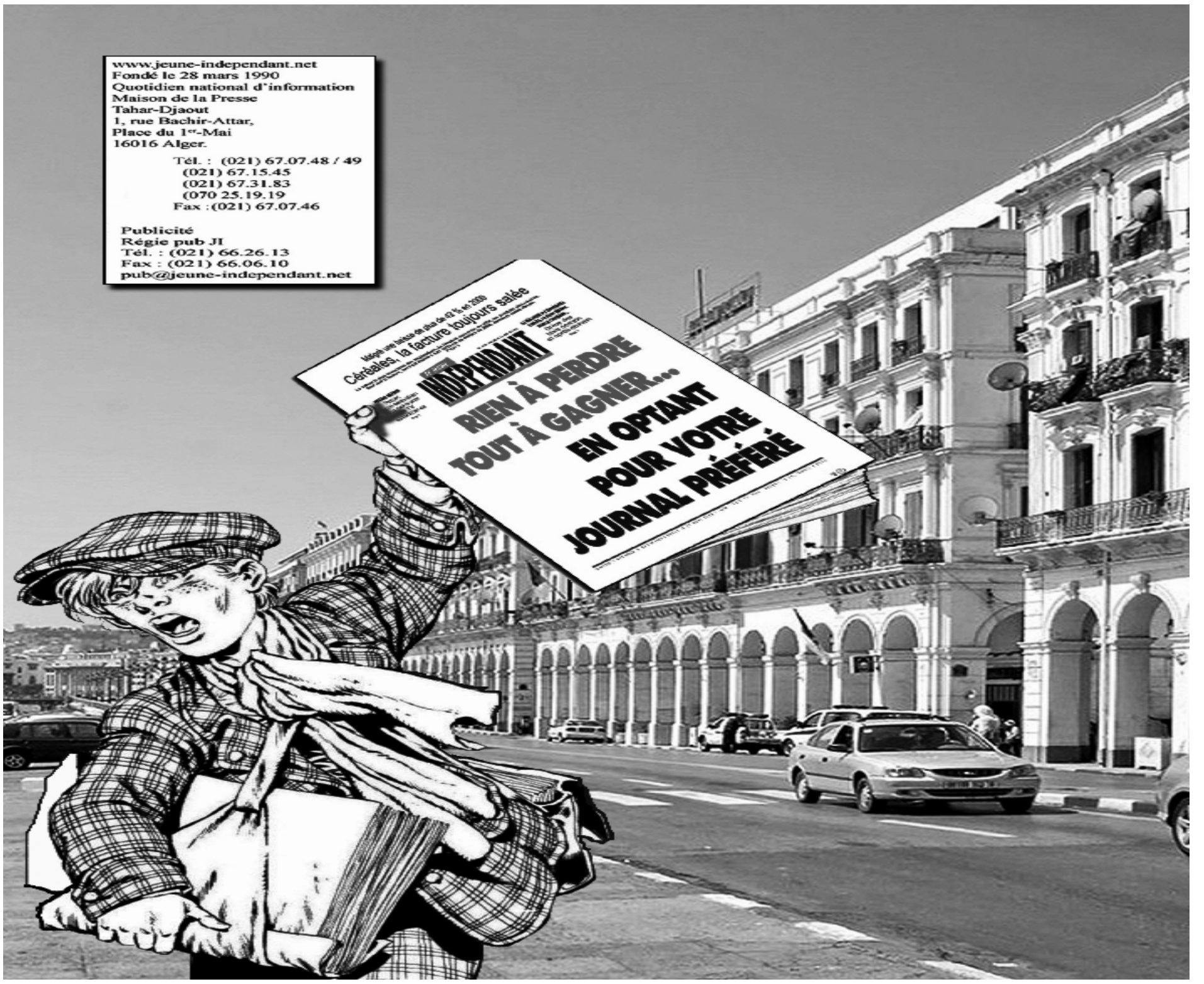
MADAME HAMDANI SOUMEYA

Lui présentent ainsi qu'à toute sa famille, leurs condoléances les plus attristées et les assurent en cette pénible circonstance de leur profonde compassion.
« Puisse Dieu Le Tout Puissant accorder à la défunte Sa Sainte Miséricorde et l'accueillir en Son Vaste Paradis ».
A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons.

www.jeune-independant.net
Fondé le 28 mars 1990
Quotidien national d'information
Maison de la Presse
Tahar-Djaout
1, rue Bachir-Attar,
Place du 1er-Mai
16016 Alger.

Tél. : (021) 67.07.48 / 49
(021) 67.15.45
(021) 67.31.83
(070 25.19.19
Fax :(021) 67.07.46

Publicité
Régie pub JI
Tél. : (021) 66.26.13
Fax : (021) 66.06.10
pub@jeune-independant.net



www.jeune-independant.net
Fondé le 28 mars 1990
QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

Maison de la Presse
Tahar-Djaout
1, rue Bachir-Attar,
Place du 1er-Mai
16016 Alger
Tél. :
(021) 67.07.48/49
(021) 67.15.45
(021) 67.31.83
(070 25.19.19
Fax :
(021) 67.07.46
Edité par la SARL Groupe Presse et Communication au capital de 9 764 000 DA
*****
Gérant
ALI MECHERI
Directeur de la publication
BOUDJEDRI TAHAR
(KAMEL MANSARI)
*****
IMPRESSION
SIMPRAL
******

PUBLICITÉ
Régie pub JI
Tél. : (021) 66.26.13
Fax : (021) 66.06.10
jeuneindependant@yahoo.fr
CONTACTEZ AUSSI
ANEP
« POUR VOTRE PUBLICITE S'ADRESSER A : L'Entreprise Nationale de communication, d'Edition et de Publicité » Agence ANEP 01, Avenue Pasteur Alger.

Téléphone : (020) 05.20.91
(020) 05.10.42
Fax: (020) 05.11.48
(020) 05.13.45
(020) 05.13.77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz
******
BUREAUX RÉGIONAUX
• Annaba
3, rue Ibn Khaldoun, Annaba
Mob. :
(0662) 18.41.81
Fax :
(038) 80.20.36

• Tizi Ouzou
6, rue Capitaine Si Abdallah
15 000
Tizi Ouzou
Tél. :
(026) 22.95.62
Fax : (026) 22.95.62

• Constantine
Maison de la persse Ahmed Taâkoucht,
Constantine
Tél-Fax :
(031) 66.32.64

• Bejaïa
Bejaïa : Centre Commercial SABRACHOU, Quartier Sghir
Bureau N°10

N° Tél :
034-12-66-21
Email : ljibejaia@yahoo.fr

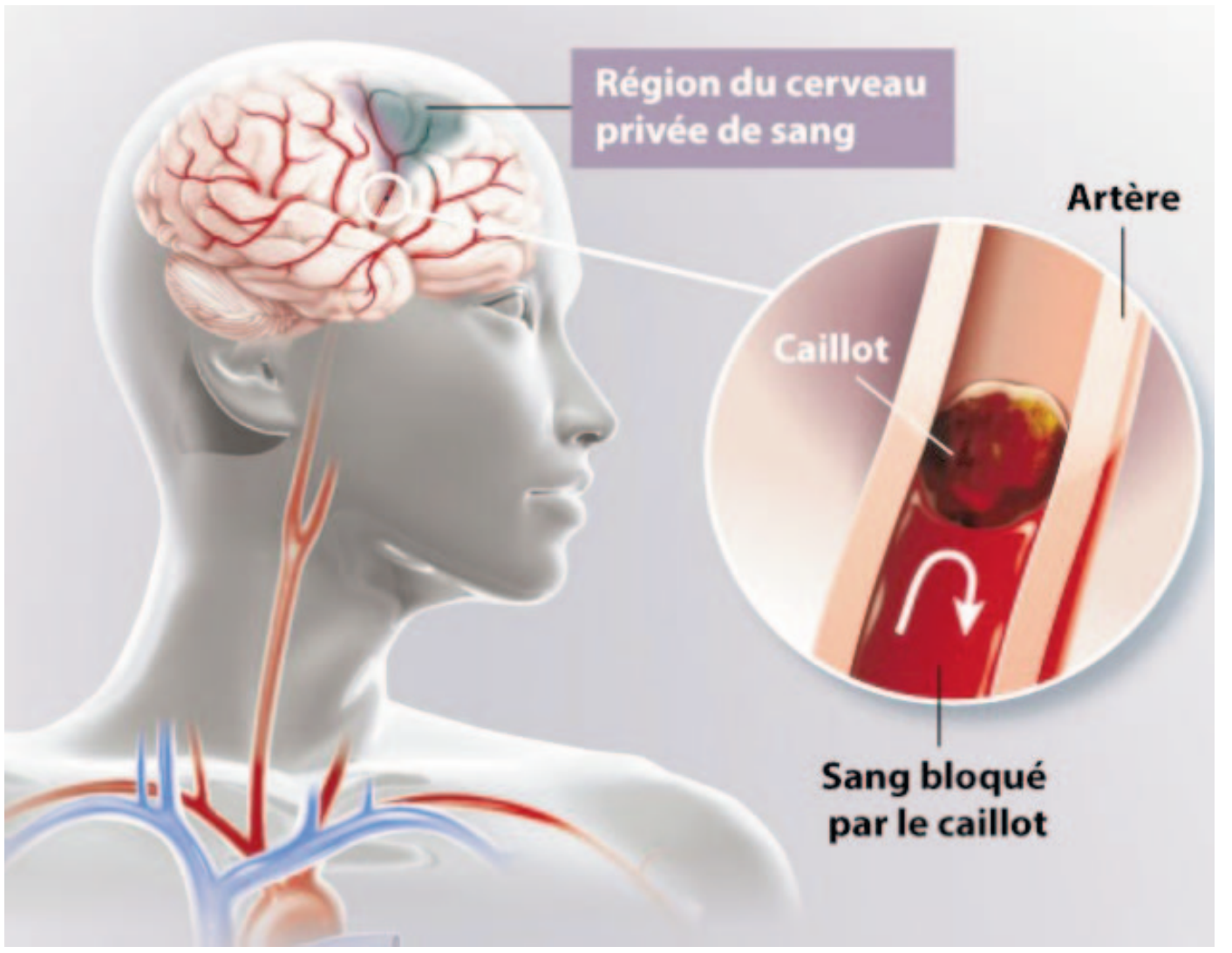
• TipasaB.P. 66-A
42 000 Tipasa
Tél. :
(024) 43.60.26

© 1990-2024
Jeune-Indépendant. Tous droits réservés. Reproduction partielle ou totale, par quelque procédé que ce soit, interdite sans autorisation expresse de la Direction.
Les documents remis, envoyés ou électroniquement transmis au journal ne sont pas retournés et ne peuvent faire l'objet d'aucune réclamation, sauf accord écrit préalable.

Peut-on faire un AVC quand on dort ?

L'accident vasculaire cérébral est une urgence absolue.

BIEN-ÊTRE



L'accident vasculaire cérébral (AVC) correspond à l'arrêt soudain et brutal de la circulation sanguine à l'intérieur du cerveau. Dans 85% des cas, l'AVC est dû à l'obstruction d'une artère par une plaque d'athérome ou un caillot sanguin : c'est l'AVC ischémique.

Dans 15% des cas, l'AVC est en lien avec la rupture d'une artère : on parle d'AVC hémorragique. Dans les deux cas, il s'agit d'une urgence absolue. Selon les chiffres du Ministère de la Santé, chaque année en France, 150 000 personnes sont victimes d'un AVC, plus de 110 000 sont hospitalisées et 30 000 en décèdent.

L'accident vasculaire cérébral se manifeste brutalement par une déformation de la bouche, une faiblesse d'un côté du corps et des troubles de la parole. Des symptômes qui doivent alerter tout de suite. Si vous êtes témoin ou victime de l'un de ces signes, il faut agir vite en composant le 15. Chaque minute compte pour optimiser les chances de survie et la récupération fonctionnelle. Mais c'est plus difficile quand l'AVC survient la nuit...

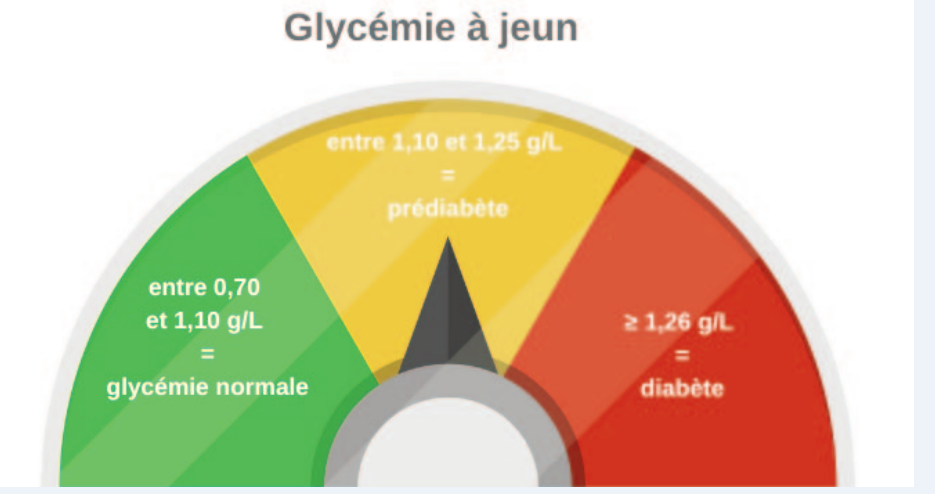
pendant le sommeil. On ne le sait pas toujours mais "il est possible de faire un AVC quand on dort" le confirme le Dr Cyril Bègue, médecin généraliste et secrétaire général adjoint du Collège de médecine générale (CMG). "La personne ne s'en rend pas compte car l'AVC est indolore.

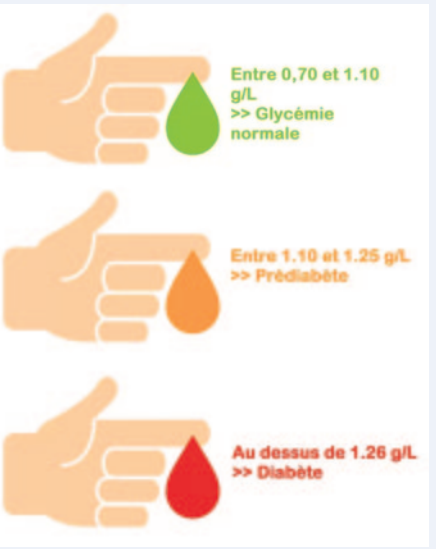
Elle, ou l'un de ses proches, le découvre alors à son réveil, au milieu de la nuit ou le lendemain matin. Le problème, c'est qu'il est très difficile de savoir quand l'AVC s'est produit. Or, il est indispensable de pouvoir dater l'AVC pour intervenir le plus tôt possible et ainsi, maximiser les chances de survie et limiter le risque de séquelles" poursuit le médecin.

Le traitement d'un AVC est la thrombolyse. Il consiste à injecter un produit puissant pour déboucher l'artère dans un délai maximum de 4h30 après la survenue des premiers symptômes. Passé ce délai, l'administration de ce traitement pourrait aggraver la situation et provoquer une hémorragie. "L'IRM cérébrale permet d'estimer l'heure de survenue de l'AVC. Mais malheureusement, une fois passé le délai, il est souvent trop tard", déplore le médecin généraliste. La thrombectomie mécanique, qui consiste à aller chercher directement le caillot à l'aide d'un cathéter, peut quant à elle être réalisée dans les six heures suivant le début des symptômes. Dans certains cas, ce délai peut être étendu à 24h.

A partir de quel taux de glycémie est-on diabétique ?

UNE QUANTITÉ excessive de glucose (sucre) dans le sang est révélatrice du diabète. Pour poser le diagnostic de diabète, on se base sur la mesure du taux de glucose dans le sang aussi appelé "glycémie". "Le glucose est une source d'énergie essentielle pour le fonctionnement de toutes les cellules du corps" nous rappelle le Dr Rémy Besin, médecin généraliste, mais "il est toxique pour certaines dès que cette concentration est trop élevée, notamment les reins, le cœur, le cerveau, la rétine". "Lorsque vous mangez, les aliments contenant des glucides sont décomposés en glucose, qui est ensuite absorbé par le sang. Cela entraîne une augmentation de la glycémie". En réponse à cette augmentation, le pancréas sécrète de l'insuline pour réguler le taux de sucre dans le sang. En cas de diabète, il n'y a pas cette régulation et le taux de sucre grimpe.





Il existe 4 types de diabète mais on retient deux : le diabète de type 1 et le diabète de type 2.

Le premier, associé à des symptômes brutaux comme la soif excessive et l'augmentation de la miction est "lié à une perturbation du système immunitaire qui attaque et détruit les cellules bêta du pancréas, productrice de l'insuline" nous explique le Dr Besin. Sans insuline, le glucose ne peut pas pénétrer dans les cellules pour être utilisé comme source d'énergie, et il s'accumule dans le sang, entraînant une hyperglycémie.

Le second, le diabète de type 2 est le plus répandu. "Dans ce cas, le corps ne produit pas suffisamment d'insuline ou devient résistant à l'insuline produite. Cela signifie que le glucose ne peut pas être efficacement absorbé par les cellules, ce qui entraîne également une accumulation de glucose dans le sang."

En cas de doute, le médecin demandera une analyse de sang comprenant l'analyse de la glycémie à jeun mais aussi de la glycémie aléatoire et de l'hémoglobine glyquée (HbA1c). Chez une personne en bonne santé, la glycémie à jeun (effectuée après une période de jeûne de 12 heures) est généralement maintenue entre 0,70 gramme et 1,10 gramme (g/L) de glucose par litre de sang. "Chez le diabétique, la glycémie est régulièrement supérieure à 1,26 g/L" nous indique le Dr Besin. Ainsi "un niveau de glucose dans le sang égal ou supérieur à 1,26 g/L lors de deux tests différents est généralement considéré comme indicatif de diabète"

"Ces personnes doivent être dépistées"

Une glycémie aléatoire est prise à n'importe quel moment de la journée, sans tenir compte de la dernière fois que vous avez mangé. "Si votre glycémie aléatoire est supérieure à 2 g/L et que vous présentez des symptômes classiques du diabète, - tels que polyurie (besoin fréquent d'uriner, surtout la nuit), polydipsie (soif excessive), une sensation de fatigue et de faiblesse générale et perte de poids inexpliquée - cela peut indiquer que vous êtes diabétique" poursuit l'endocrinologue. Enfin le test de l'HbA1c mesure le pourcentage d'hémoglobine dans le sang qui est glyquée (c'est-à-dire liée au glucose) et donne une indication de la moyenne de votre glycémie sur les deux à trois derniers mois.

"Un taux d'HbA1c égal ou supérieur à 7 % est généralement utilisé pour diagnostiquer le diabète."

Les tests de dépistage du diabète sont recommandés pour les personnes présentant des facteurs de risque élevés de diabète tels que l'obésité, l'hypertension artérielle, les antécédents familiaux de diabète et la sédentarité qui selon le Dr Draunet-Busson "devraient être dépistées régulièrement".

"De même, les personnes ayant des antécédents médicaux, tels que des maladies cardiovasculaires, une hypercholestérolémie, un syndrome des ovaires polykystiques... peuvent nécessiter un dépistage du diabète plus fréquent." Enfin, les personnes présentant des symptômes classiques du diabète, tels que besoin fréquent d'uriner, soif excessive, fatigue, perte de poids inexpliquée... devraient également être dépistées.

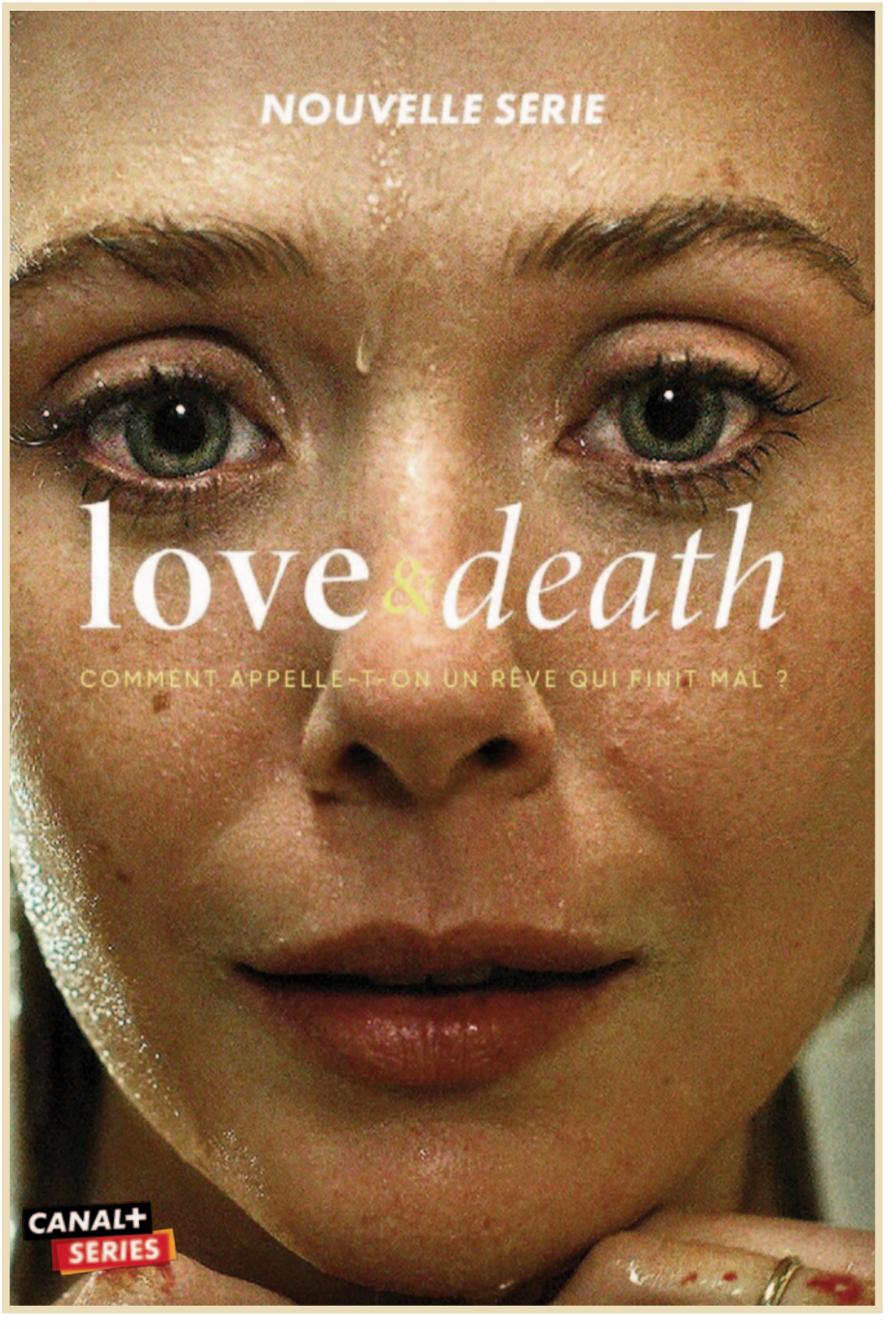




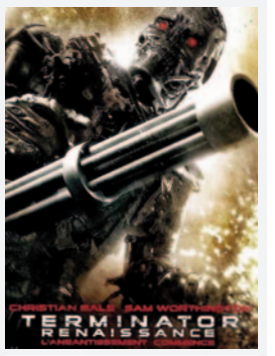








JEUNE INDEPENDANT









télévision

PROGRAMME DU JOUR

20h55 Comédie - France 2021 — TF1
Raid dingue

21h00 Magazine politique - France 2022 — France 2
L'événement

20h55 Magazine de l'économie - 2024 — M6
Capital

21h00 Football : France - 2024 — CANAL+
Giroud

23h00 Film policier — W9
France - 2015
Antigang

21h00 Film de science-fiction — CINE + FRISSON
Etats-Unis - Grande-Bretagne - 2009
Terminator Renaissance

21h10 Comédie — 6ter
États-Unis - 2016
Joyeux fête des mères

20h50 Comédie dramatique,Etats-Unis - 2022 — CINE + PREMIER
Babylon

21h20 Film policier - France 2021 — C8
Sans mobile apparent

20h50 Drame France - 2023 — CINE CINEMA
Rien à perdre

21h00 Cinéma Comédie — CINE + FAMIZ
Grande-Bretagne - 2003
Johnny English

21h20 Film d'action — TMC
France - 2020
Balle Perdue

21h03 la chaine CANAL+ SERIES



Série humoristique Finlande 2021
Saison 3 - Épisode 1/2

Mister 8

Juho est complètement amoureux, et deux jours ne lui suffisent pas. Malgré lui, Pietari aide Juho et Terho à avancer. Pendant ce temps, quelqu'un envoie des photos plutôt louches à Maria.

23h00

Série policière Etats-Unis - 2023
Saison 1 - Épisode 1/2

Love & Death

En 1978, à Wylie dans le Texas, Candy Montgomery, une femme au foyer, supporte de moins en moins la routine du quotidien seule à la maison pendant que son époux est pris par sa carrière professionnelle. Elle tombe sous le charme d'Allan Gore, un homme marié qui fréquente la même église méthodiste avec son épouse Betty. Un jour, Candy ose avouer ses sentiments à Allan. Ce dernier se sent également troublé d'autant plus que son épouse se montre souvent acariâtre et austère.

HORAIRES DES PRIÈRES

	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha
ANNABA	03:15	12:26	16:17	19:39	21:23
CONSTANTINE	03:23	12:31	16:20	19:42	21:25
ALGER	03:39	12:45	16:34	19:55	21:37
OUARGLA	03:49	12:36	16:16	19:36	21:10
CHLEF	03:45	12:52	16:41	20:03	21:45
MOSTAGANEM	03:51	12:57	16:45	20:07	21:48
ORAN	03:56	13:00	16:48	20:09	21:50

LE JEUNE INDÉPENDANT

N° 7900 — DIMANCHE 26 MAI 2024

www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

Météo

	Maximales	Minimales
Alger	27°	16°
Oran	28°	17°
Constantine	32°	11°
Ouargla	37°	23°

L'INITIATIVE DE LA CEINTURE ET LA ROUTE (ICR)

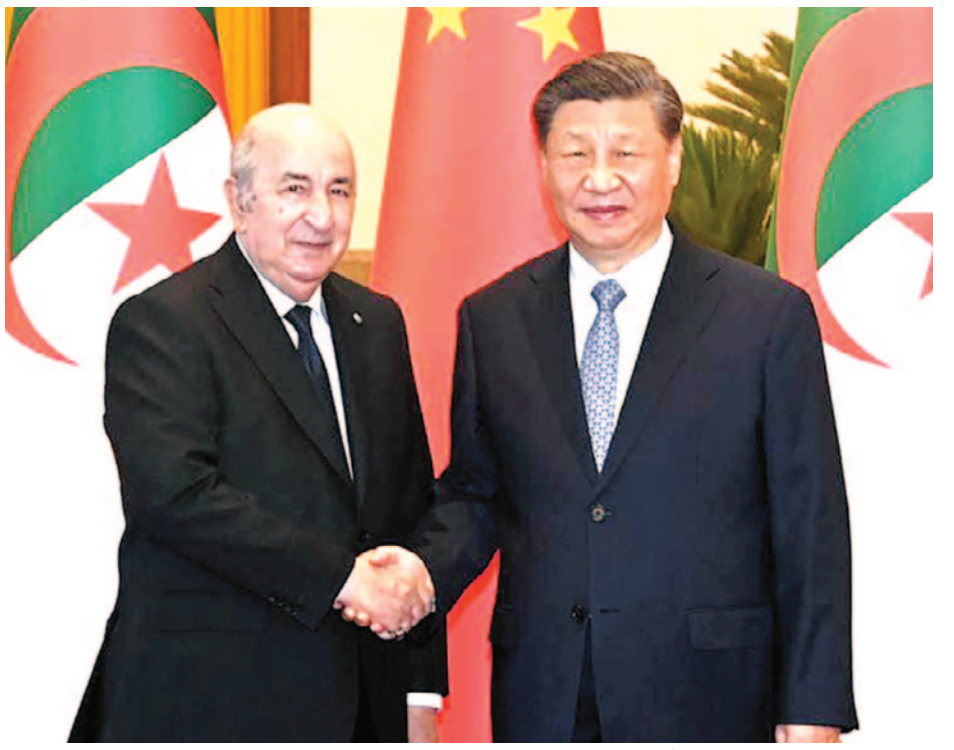
Le virage pour un monde de partage

Méga projet du XXIème siècle, l'Initiative de la Ceinture et la Route (ICR), nom moderne de la mythique Route de la Soie, entend lier la Chine aux grands pôles industriels et commerciaux, représente l'option Un changement de paradigme qui renseigne sur les postulats mis en avant par Pékin : partenariat mutuellement bénéfique, gagnant-gagnant et respect des systèmes politiques, sociaux et symboliques des peuples des pays et de leurs souverainetés.

Adoptée par le parti communiste chinois en 2013, –célébrée chaque 20 février– et qualifiée par le président Xi Jinping de «projet du siècle», l'initiative de la ceinture de la route vise à créer de nouveaux comptoirs transnationaux, tous liés à la Chine adossés à une vision politique basée sur l'équité, le partage du savoir et l'accès au développement.

Projet central dans la stratégie économique de l'Empire du Milieu, l'ICR brasse, à ce jour, pas moins de 68 pays à travers le monde dans trois continents : Asie, Afrique et Europe, il regroupe 4.4 milliards de personnes et représente 40% du produit intérieur brut (PIB) mondial. C'est dire l'importance de la nouvelle route de la soie pour l'affirmation de la Chine comme puissance normative et pacifique, tournée vers un partenariat humanisé, qui tient compte de la dimension humaine du partage au dépend du seul profit.

Puissant outil du soft power chinois, l'ICR part du postulat économique avec ses variantes des infrastructures, de l'énergie, de l'emploi et de la formation, mais le soubassement philosophique est très important, car il fait la différence entre ce projet et les stratégies occidentales passées et présentes qui mettent l'accent sur l'exploitation, la prédation et la rapine.



UNE COOPÉRATION EN MODE CRESCENDO

A contrario, le projet chinois se distingue par un détachement des postulats occidentaux, un découplage entre l'économique et le politique loin de toute conditionnalité telle que pratiquée par l'Europe ou les Etats-Unis.

Cette orientation est aux antipodes de l'option hégémonique et idéologique des pays occidentaux à leur tête les Etats-Unis qui usent de freins au nom de la sécurité pour contrarier l'émergence de toute initiative qui remet en cause l'ordre obsolète établi au lendemain de la seconde guerre mondiale. La Chine appelle à une mondialisation économique basée sur l'inclusion et le bénéfice mutuel au lieu de diverses formes de protectionnisme qui se dressent en face des pays en développement tout en leur dictant les politiques internes à suivre au nom de la démocratie. Tout au contraire, Pékin s'est illustré par la non-ingérence dans les affaires intérieures des Etats.

Ce qui lui a permis de conclure jusqu'au 14 février 2023, plus de 200 documents de coopération dans le cadre de l'ICR avec 151 pays et 32 organisations internationales.

Pour Pékin, s'agit d'accroître ses exportations, d'écouler sa production et de trouver de nouveaux marchés pour ses entreprises de bâtiments et de travaux publics, la Chine étant en surcapacité industrielle. Autre objectif économique, la création de ces trajectoires de l'ICR répond également à un besoin de diversification et de sécurisation de ses approvisionnements énergétiques.

L'Asie centrale représente pour la Chine un intérêt majeur afin de se libérer de sa dépendance énergétique vis-à-vis des pays du Golfe et de la Russie. Les routes continentales et maritimes sont doublées par un système complexe de pipelines qui permettra à la Chine de garantir le transport du pétrole et du gaz.

On le voit, la Chine entend instaurer une ère de profit mutuel à l'échelle mondiale en proposant, grâce à des investissements économiques conséquents et à la croissance des échanges, un nouveau modèle inclusif entre Etats. Ce modèle serait appelé à se substituer à ce que Pékin qualifie de mondialisation économique dysfonctionnelle, c'est-à-dire, la mondialisation actuelle avec ses postulats occidentaux. L'Afrique, partie prenante de l'Initiative «la Ceinture et la Route» n'est plus à la marge du développement et des échanges commerciaux internationaux. Elle n'est également plus cette poubelle où les puissances européennes avaient l'habitude de faire échouer leurs déchets. Déjà sur les plans politique et militaire, une sorte de rupture africaine de la tutelle historique de la Françafrique est en marche dans de nombreux pays notamment, le Mali, le Niger, le Burkina Faso et la Centrafrique. Un appel à de nouveau acteurs-partenaires tels que la Russie et la Chine est de plus en plus pressant.

Pékin devient ainsi un partenaire incontournable, indispensable et vital pour amorcer la deuxième décade du nouveau millénaire. C'est ce qui a donné lieu à l'émergence de pays pivots en Afrique grâce au partenariat avec la Chine à l'image de l'Ethiopie dont la croissance économique a servi d'exemple dans le continent.

L'AFRIQUE, UN VRAI PÔLE DE L'ICR

L'Algérie s'inscrit pleinement dans cette dynamique. Alger a rejoint l'initiative chinoise de l'ICR en 2018, et en juillet 2023, les deux pays ont annoncé qu'ils étaient parvenus à un consensus sur le «plan exécutif pour la construction conjointe de l'initiative». En chiffres, les exportations de la Chine à destination de l'Algérie ont totalisé environ 76 milliards de dollars de 2010 à fin 2020 et 10 milliards de dollars pour l'année 2023.

Le 08 novembre 2022, l'Algérie et la Chine ont annoncé la signature du «deuxième plan quinquennal de coopération stratégique globale pour les années 2022-2026».

Le plan vise à «continuer à intensifier la communication et la coopération entre les deux pays dans tous les domaines, y compris l'économie, le commerce, l'énergie, l'agriculture, la science et la technologie, l'espace, la santé et la communication humaine et culturelle, ainsi que la promotion du jumelage entre les stratégies de développement de l'Algérie et de la Chine».

L'amitié et la coopération algéro-chinoise s'est concrétisée dans au moins trois grands projets structurants : les chemins de fer sur une longueur, le pôle industriel de phosphates à l'Est du pays et le projet de mines de fer à Ghara Djebilet à Tindouf et la réhabilitation des ports de trois importants ports à l'Est et à l'Ouest du pays. En plus de l'utilisation des infrastructures algériennes déjà existantes : la transsaharienne, l'autoroute Est-Ouest ainsi que le port de Djen Djen. La coopération dans le domaine technologique a pris des proportions jamais égalée. Pour la première fois dans l'histoire, l'Algérie de ses bases de données au géant Huawei. La Media City attendue en 2025 qui sera construit par une entreprise chinoise servira de prototype à cette coopération technologique. Ces projets en Algérie renseignent sur la particularité d'un destin partagé voulu par Pékin qui est celle de soutenir le développement de ses partenaires pour les rendre éligibles à un rôle prépondérant au sein d'un monde multilatérale.

Kamel Mansari

Publicité



Le Jeune Indépendant du 26/05/2024 / ANEP 2416015915